



Guest speaker, Tom Shakespeare,
with Jack Martin, President of the AAFI-AFICS General Assembly on 13 April 2010

Conférencier, Tom Shakespeare,
et Jack Martin, Président de l'Assemblée générale de l'AAFI-AFICS du 13 avril 2010

VOL. 69, NO. 3

Juillet – July 2010

Table des matières

	<i>Page</i>
PENSER À DEMAIN.....	2
ÉLECTIONS.....	3
EDITORIAL.....	4
NOUVELLES DU COMITÉ.....	5
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'AAFI-AFICS.....	6
LA QUESTION DU HANDICAP ET LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES.....	8
NOTRE AMI ROGER À GENÈVE ET AUSSI AILLEURS (SUITE).....	9
LA RÉFORME DE LA GESTION INTERNE DES NATIONS UNIES : UN PROBLÈME ANCIEN ET NOUVEAU.....	10
DU McDO À L'iPOD.....	15
PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS (VERSION APOCRYPHE).....	15
LE BULLETIN DE L'AMICALE DU BIT.....	17
HUMOUR.....	18
UNTAC : SOUVENIR D'UNE MISSION BIEN ACCOMPLIE.....	18
NOUVEAUX MEMBRES.....	41
ILS NOUS ONT QUITTÉS.....	43
ÉLECTIONS 2011 AU COMITÉ AAFI- AFICS.....	48

Table of Contents

	<i>Page</i>
THINKING ABOUT THE FUTURE.....	2
ELECTIONS TO THE COMMITTEE.....	3
EDITORIAL.....	21
NEWS FROM THE AAFI-AFICS COMMITTEE.....	22
THE 2010 ANNUAL GENERAL ASSEMBLY.....	23
MAINSTREAMING DISABILITY IN THE UN SYSTEM.....	24
MANAGEMENT REFORM OF THE UNITED NATIONS: AN OLD AND NEW CONCERN.....	26
OF CABBAGES AND KINGS.....	30
SHAKESPEARE FOREVER AND EVERYWHERE.....	32
HUMOUR.....	33
OUR FRIEND ROGER IN GENEVA... AND ELSEWHERE (CONTINUED).....	34
THE BULLETIN OF THE AMICALE DU BIT.....	35
FROM McDO TO IPOD.....	36
UNTAC: REMINISCENCES OF THE MISSION ACCOMPLISHED.....	36
BOOK REVIEW.....	38
LETTERS TO THE EDITOR.....	39
NEW MEMBERS.....	41
THEY HAVE PASSED AWAY.....	43
2011 ELECTIONS TO THE AAFI-AFICS COMMITTEE.....	47

Coordonnées de notre assistante sociale : Nana Leigh

Présente au Bureau les lundis, mardis et mercredis matin. Bureau C-500 (ONU), Tél : +41 (22) 917 3519.

Son activité l'appelant à de fréquents déplacements, vous pouvez aussi utiliser son téléphone portable pour la joindre : n° +41 (76) 397 50 89 ou son courriel à afics-social@unog.ch.

Contact information for our social welfare officer: Nana Leigh

On board on Mondays, Tuesdays, and Wednesdays A.M. Office C-500 (UNOG), Tel: +41 (22) 917 3519.

As she is often on the move, callers may also reach her via her Swiss mobile +41 (76) 397-5089 or by e-mail at afics-social@unog.ch.

AAFI-AFICS

Bureau A.265, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75

Banque UBS SA Genève (Compte: 240-128594.LUT; IBAN: CH6600240240128594LUT; SWIFT/BIC: UBSWCHZ80A)

Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5

E-mail: aafi-afics@unog.ch

Site internet (français): afics.unog.ch/aafi.htm, Web (English): afics.unog.ch/afics.htm

THINKING ABOUT THE FUTURE

INFORMATION SEMINAR ON WILLS AND SUCCESSIONS

Tuesday 28th September 2010 at the ILO, Geneva from 14:00 to 17:30

AAFI-AFICS is organizing a seminar to provide members with information on the importance of making a will and of working out the details of inheritances in good time. The seminar will be guided by Notaries versed in Swiss and French legal systems. The keynote speaker will be Rosette POLETTI, a psychotherapist, WHO expert and author of over 15 books related to bereavement, mourning and support for those in difficulty.

Those wishing to participate should register BETWEEN 15 AUGUST AND 15 SEPTEMBER in writing, or by e-mail to:

aafi-afics@unog.ch

More information will be made available via our e-Newsletter and website:

www.unog.ch/afics.htm

PENSER À DEMAIN

SÉMINAIRE D'INFORMATION SUR LES TESTAMENTS ET LES SUCCESSIONS

Mardi 28 septembre 2010 au BIT, Genève, de 14.00 à 17.30

L'AAFI-AFICS organise un séminaire pour informer ses membres de l'utilité de faire un testament et de régler les détails successoraux, ainsi que de l'importance de s'y prendre à temps. Il sera mené par des notaires spécialistes des systèmes légaux en Suisse et en France. Le discours d'ouverture sera prononcé par Mme Rosette POLETTI, psychothérapeute, spécialiste de l'OMS et auteur de quelque 15 livres sur la perte d'un être cher, le deuil et le soutien pour ceux et celles en détresse.

Les membres voulant participer devront s'inscrire ENTRE LE 15 AOÛT ET LE 15 SEPTEMBRE en envoyant un courrier à l'AAFI ou un courriel à :

aafi-afics@unog.ch

Des renseignements complémentaires seront disponibles via notre 'e-Newsletter' et site Web :

www.unog.ch/afics.htm

ÉLECTIONS

Selon l'Article 17 des Statuts de l'Association, les membres du Comité sont choisis à bulletin secret pour un mandat de quatre ans conformément aux dispositions suivantes :

1. tous les deux ans un scrutin est organisé parmi les Membres de l'Association pour élire neuf membres du Comité ... ;
2. tout candidat à l'élection au Comité doit être Membre de l'Association et sa candidature doit être proposée par trois autres Membres au moins. Les membres sortant du Comité sont rééligibles. Les nominations sont reçues par le secrétariat quatre mois au moins avant la date d'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée générale ;
3. la liste des candidats est établie par le président. Elle est envoyée à tous les Membres de l'Association trois mois au moins avant la date de la session ordinaire de l'Assemblée générale ;
4. la procédure de vote s'effectue par correspondance ;
5. le détail de la procédure électorale est établi par le Comité.

Vous trouverez à la fin du *Bulletin* un appel de candidatures pour les élections de 2011.

ELECTIONS TO THE COMMITTEE

In conformity with Article 17 of the Statutes of the Association, the elected members of the Committee shall be chosen by secret ballot for a period of four years in accordance with the following arrangements:

1. every two years an election shall be organized among the Members of the Association for the election of nine members of the Committee ...;
2. every candidate for election to the Committee shall be a member of the Association proposed by at least three other Members. Retiring members of the Committee shall be re-eligible. Nominations shall be received by the Secretariat at least four months before the date of the regular session of the General Assembly;
3. the list of candidates shall be established by the Chairman and shall be sent to all Members of the Association at least three months before the date of the regular session of the General Assembly;
4. voting is exercised by correspondence;
5. the detailed procedure for the vote shall be determined by the Committee.

There is a form for the nomination of candidates at the end of the *Bulletin*.



EDITORIAL

OÙ QU'ILS SE TROUVENT, L'AAFI-AFICS VIENT EN AIDE À CEUX QUI REMETTENT TOUJOURS TOUT AU LENDEMAIN

J'ai toujours pensé que cette tendance - remettre toujours tout au lendemain - devrait être élevée à la dignité de péché mortel. Je connais la paresse, mais je ne suis pas vraiment paresseux. J'ai tout juste tendance à toujours remettre les choses au lendemain. Je suis tout à fait capable de faire après-demain, ce qu'il me faudrait faire aujourd'hui. J'ai bien peur de ne pouvoir faire les choses autrement qu'à la dernière minute.

« Remettre au lendemain c'est voler le temps » a dit Edward Young. Et je suis parfaitement d'accord avec William James lorsqu'il estime qu'« il n'y a rien de plus épuisant que de faire traîner sans fin une tâche que l'on n'a pas terminée. »

Et je sais pertinemment, bien entendu, me souvenant des adjurations de ma mère et des spécialistes auto-proclamés en management, que je ne dois « jamais renvoyer au lendemain », qu'il me faut « prévoir des créneaux horaires pour ce que j'ai à faire », « aménager mon environnement pour éviter les distractions », etc, etc.

Mais j'adore les distractions et je pense, comme Robert Benchley que « n'importe qui peut accomplir n'importe quelle quantité de travail, pourvu que ce ne soit pas celui qu'il est censé faire à ce moment précis ».

(par exemple, au lieu de poursuivre la rédaction de cet éditorial, je me suis lancé dans une recherche Internet sur Robert Benchley. Afin de satisfaire votre curiosité pour les choses sans importance, Wikipedia nous informe qu'il s'agissait d'un humoriste américain, mieux connu pour ses chroniques journalistiques et ses rôles à l'écran, qui vécut de 1889 à 1945.)

Bon, on ne se refait pas. De toute façon, il n'y avait que Robinson Crusoe qui pouvait tout faire faire par Vendredi ...

Maintenant, direz-vous, qu'est-ce que tout cela a à voir avec l'AAFI-AFICS ?

Eh bien, pour être plus sérieux, l'AAFI-AFICS a inscrit dans son programme pour cette année un séminaire sur le thème « Testaments et successions ». Il se tiendra le 28 septembre prochain au BIT. Vous trouverez à la page 2 plus de détails sur cette manifestation.

Notre intention est de fournir un maximum d'informations sur l'importance de rédiger un testament et de régler dès que possible les détails de sa succession, ainsi que les questions qui s'y rapportent. Nous serons guidés, pour ce séminaire, par des notaires spécialistes des dispositions juridiques existant en ce domaine dans les codes civils suisse et français ainsi que des particularités d'autres droits nationaux, tel celui des Etats-Unis. Nous aurons également comme conférencier Mme Rosette Poletti, psychothérapeute, expert de l'OMS et auteur de plus de quinze ouvrages traitant des questions du deuil, de la douleur morale et de l'aide aux personnes en difficulté. Elle est particulièrement bien connue pour ses chroniques régulières au quotidien suisse romande *Le Matin*.

En outre, nous mettons actuellement à jour nos publications intitulées "Testaments et successions" et « Ce qu'il faut faire en cas de décès d'un pensionné ». Nous allons réunir ces deux documents en un seul : « Penser à demain ». Il devrait être prêt prochainement et sera mis à la disposition des participants au séminaire. Son introduction commence par cette phrase :

« Quelles qu'en soient les raisons, nous avons tendance à éviter de penser au fait qu'un jour nous allons tous mourir ou perdre notre capacité à prendre des décisions. Peut-être espérons-nous secrètement que ce jour-là n'arrivera jamais et que, de toute façon, il y a des choses plus urgentes (plus gaies ou plus intéressantes) à faire. Alors nous remettons à plus tard le moment d'y penser, sans nous préoccuper de rendre ce moment plus facile à ceux que nous aimons et qui nous survivrons ... »

et il conclut :

« Plus tôt nous y songerons, plus longtemps nous vivrons l'esprit en paix, heureux de savoir que, quoiqu'il arrive - que ce soit demain ou dans des années - nous avons mis nos affaires en ordre, au mieux de ce que nous pouvons décider. »

Ainsi, par ces deux initiatives, l'AAFI-AFICS a-t-elle souhaité aider les "remetteurs au lendemain" endurcis. Nous espérons vivement qu'elles vous seront utiles.

Roger EGGLESTON



NOUVELLES DU COMITÉ

Depuis l'Assemblée générale du 13 avril (voir résumé ci-dessous) le Comité continue de préparer un certain nombre d'événements :

- Le déjeuner AAFI-AFICS du 22 juin ;
- Le 40ème anniversaire de la Fédération genevoise des Clubs d'Aînés (Carouge, 23 juin) AAFI-AFICS tiendra un stand Place de Sardaigne ;
- La 39^{ème} session de la FAAFI (Londres, 8-13 juillet 2010) ; Roger Eggleston, Katia Chestopalov et Odette Foudral représentent l'AAFI-AFICS ;
- La 57^{ème} session de la Caisse des Pensions (Londres, juillet 2010) ;
- Le Séminaire d'information AAFI-AFICS : Penser à demain : testaments et successions 28 septembre 2010, BIT, Genève (voir ci-dessous) ;
- Les café rencontres qui se tiennent à Genève, Ferney-Voltaire et Nyon. Pourquoi ne pas organiser une rencontre dans votre quartier ?

Des appels ont été envoyés aux membres annuels qui n'avaient pas encore payé leur cotisation pour 2010. La réponse est satisfaisante et un certain nombre d'arriérés sont maintenant à jour.

La 'Newsletter' envoyé par courriel est devenu moyen utile de communiquer et semble être bien reçue.

NB. si vous voulez la recevoir ou continuer de la recevoir, n'oubliez pas de nous indiquer votre adresse électronique.

Faisant suite à l'Assemblée générale, quelques questions qui n'ont pas pu être examinées par manque de temps, ont été discutées par le Comité. M. **Jay Wormus** avait demandé les limites fixées par les Nations Unies pour la rémunération éventuelle d'un retraité. Le Comité a décidé de demander à Roger Eggleston de se renseigner sur la situation actuelle auprès du CEB. Mme **Joy Pattinson** avait suggéré que les membres du Comité qui donnaient beaucoup de leur temps pour le bien de nos Membres méritaient d'être offerts par l'Association au moins un déjeuner par an. Le Comité, tout en remerciant Mme Pattinson pour sa bienveillance, estime que les membres du Comité sont et seront des volontaires qui travaillent sans aucune compensation.

En conformité avec les Statuts, neuf membres du Comité doivent être élus ou réélus en 2011, Vous trouverez des formules pour proposer des candidat(e)s à la fin du Bulletin.

Elisabeth BELCHAMBER



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'AAFI-AFICS

1. La 70^{ème} session de l'Assemblée générale annuelle de l'AAFI-AFICS est ouverte le mardi 13 avril 2010, salle II du Bureau international du Travail. Plus de cent membres de l'AAFI-AFICS y participent. M. Jack Martin est élu président de la session.

2. Parmi les personnalités invitées figurent MM. Alan Blythe, chef du Bureau de Genève de la Caisse des pensions des Nations Unies, René Vargas, chef du Service des Relations avec la clientèle de ce Bureau, Patrick Brehm, représentant le GPAFI, Jean-Marie Olive, vice-président d'APPAVEC (Association pour personnes âgées vivant en collectivité) du Pays de Gex et du bassin bellegardien, ainsi que des représentants d'administrations et de caisses de protection de la santé d'organisations ayant leur siège à Genève.

3. M. Tom Shakespeare, collaborateur de l'OMS, a bien voulu remplacer au pied levé M. John Beard, directeur du Département vieillissement et parcours de vie de l'OMS, empêché en dernière minute de présenter à l'Assemblée générale l'exposé qui lui avait été demandé.¹

Pensions

4. M. Alan Blythe présente à l'Assemblée générale une précieuse mise à jour de la situation de la Caisse des pensions. Il détaille les ajustements, fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, qui doivent intervenir en avril pour les retraités qui bénéficient de la filière locale :

- pas d'augmentation dans les pays suivants : Belgique, Danemark, Finlande, France, Italie, Portugal, Suède et Suisse ;
- Augmentation en Allemagne (2,2%), Autriche (2,4%), Chypre (2,1%), Espagne (2,3), Grèce (4,7%), Hongrie (5,5%), Norvège (2,0%), Pays-Bas 3,1%), Royaume-Uni (3,4%).

Pour les retraités qui se trouvent sur la filière dollar, l'augmentation sera de 3,8%.

5. Il observe que la Caisse a "repris des couleurs". Les placements s'élèvent actuellement à quelque 37 milliards de dollars – en augmentation de 8 milliards sur les huit mois précédents. Tout en soulignant que « rien n'est jamais certain », il note qu'une certaine accalmie semble régner sur les marchés financiers, ce qui ne peut que profiter au portefeuille de la Caisse.

6. Il attire à nouveau l'attention sur les avantages propres au système de pensions à prestations définies qui a résisté relativement bien aux difficultés nées des turbulences récentes des marchés financiers mondiaux.

7. En réponse à des questions, M. Blythe commente la résistance relative de l'euro face au dollar américain et tient à rassurer les membres présents sur le fait que « le dollar demeure la monnaie de réserve de la planète. »

8. Il donne également des informations sur la façon dont le Secrétariat de la Caisse gère le paiement des prestations. Actuellement tous les paiements sont effectués par le Bureau de New York de la CCPNU mais, pour le cas où la situation l'exigerait, la Caisse a commencé à étudier les mécanismes qui permettraient d'en transférer la responsabilité au Bureau de Genève.

9. Parmi les hommages rendus par les membres de l'Assemblée à l'efficacité de la collaboration entre le Bureau de Genève de la Caisse et l'AAFI-AFICS, un participant tient à remercier particulièrement la Caisse pour la régularité exemplaire des paiements des prestations et félicite M. Blythe pour l'initiative prise d'introduire une précaution supplémentaire dans le processus complexe de règlement de leurs pensions à plus de 60.000 prestataires dans le monde.

¹ M. Shakespeare est spécialiste des questions du handicap et de la prévention de la violence et du traumatisme. Il a choisi de parler de la façon dont le système des Nations Unies aborde les questions du handicap. Sa franchise, son charme désarmant et la profondeur de son analyse ont fait de son exposé un moment particulièrement intéressant de la réunion.

Santé

10. Mme Katia Chestopalov, vice-présidente chargée des questions de santé, présente une résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2009 sur l'assurance maladie après la cessation de service.

11. Un certain nombre de questions soulevées dans cette résolution sont préoccupantes, notamment la référence aux « implications financières et juridiques qu'auraient, pour les retraités et les fonctionnaires en activité, la modification : i) du champ d'application des plans d'assurance maladie et de la couverture qu'ils offrent ; et ii) du montant des cotisations. »

12. Elle souligne que la résolution se réfère aux systèmes de protection de la santé propre à l'Organisation des Nations Unies et non, par conséquent, aux systèmes analogues des autres organisations du système. Elle observe en outre que la résolution demande qu'un rapport soit présenté en 2012 à l'Assemblée générale par le Secrétaire général, ce qui laisse du temps à l'AAFI-AFICS, en collaboration étroite avec la FAAFI, pour préparer une stratégie qui fasse valoir et défende les droits acquis de tous ceux qui bénéficient d'une assurance maladie après la cessation de service.

13. M. Patrick Brehm expose les développements récents de la renégociation du contrat par lequel le GPAFI offre une assurance complémentaire aux assurances de base des organisations du système des Nations Unies. Sans doute, les nouvelles dispositions prévoient-elles une augmentation des primes de 50% pour les membres de plus de 60 ans mais le nouveau plan d'assurance prévoit de nouveaux avantages par rapport à l'ancien, tels que la couverture des frais d'hospitalisation en chambre simple ou double, la couverture de la majorité des soins à 100 pour cent et la simplification des procédures des demandes de remboursement.

14. Il souligne que l'âge limite d'adhésion au GPAFI demeure fixé à 65 ans.

Rapports financiers et vérification des comptes

15. Les rapports financiers présentés par le trésorier et les vérificateurs des comptes sont dûment adoptés. Le mandat des vérificateurs des comptes, MM. André Weber et Ventura Garcia-Garnateo, est renouvelé pour un an.

Le problème de l'invalidité et le système des Nations Unies

16. Dans une intervention stimulante, M. Tom Shakespeare, collaborateur du Département Prévention de la violence et du traumatisme et handicap à l'OMS, évoque l'importance de lever les obstacles auxquels se heurtent les personnes handicapées et du rôle, dans ce domaine, des organisations du système des Nations Unies. Nous sommes heureux de publier dans ce numéro du *Bulletin* (voir ci-après) un résumé de sa présentation, rédigé par l'auteur lui-même.

Autres questions

17. Diverses questions ont été soulevées dans une série d'interventions lors de la réunion de l'Assemblée générale. Certaines sont mentionnées ci-dessus mais, pour la plupart, elles se rapportaient à des cas individuels concernant les pensions ou l'assurance maladie. Il est parfois difficile de faire la distinction entre un cas qui soulève un problème d'intérêt général et un autre qui concerne seulement un individu. L'Association continuera à faciliter de son mieux les contacts qui permettent à ses membres de traiter un problème personnel avec, entre autres, nos interlocuteurs de la Caisse des pensions, des diverses caisses d'assurance maladie, ainsi qu'avec notre assistante sociale.

Roger EGGLESTON



LA QUESTION DU HANDICAP ET LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Êtes-vous au courant de l'évolution récente de la façon dont la question du handicap est abordée ? La nouvelle Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées montre que l'on est passé d'une perception médicale du problème à une perception liée à la mise en œuvre des droits de l'homme. Plutôt que de considérer le handicap comme une maladie, une infirmité ou une incapacité, on se préoccupe aujourd'hui d'identifier les obstacles que les environnements inaccessibles, les discriminations et les préjugés constituent pour ces personnes. La Convention des Nations Unies énonce les principes fondamentaux - respect de la dignité et de l'autonomie, égalité de chances, pleine participation et intégration à la société - que les gouvernements doivent respecter pour permettre le plein accès aux droits de l'homme des personnes handicapées.

Ce traité, entré en vigueur en mai 2008 a, jusqu'à présent, été signé par 144 Etats et ratifiés par 88. Pour la première fois, des gouvernements seront tenus responsables de la mise à disposition de services pour les personnes handicapées et de l'élimination des obstacles qui se présentent à elles. Plus d'un dixième de la population dans le monde est handicapé. Presque toutes les familles ont un membre présentant un handicap et chacun d'entre nous court ce risque, surtout lorsque nous avançons en âge. En conséquence, cet aspect des droits de l'homme nous concerne tous.

Les organisations du système des Nations unies ont le devoir de donner l'exemple. Ainsi, la Banque mondiale a adopté un plan d'action contre les handicaps qui supprime les obstacles au recrutement et a dépensé près de six millions de dollars pour faciliter l'accès à ses bureaux locaux. La Banque a inscrit dans son budget des crédits pour adapter des postes de travail pour des handicapés, par exemple achat de mobiliers et de matériels informatiques spéciaux, etc. Le BIT a également défini une politique d'emploi pour personnes handicapées, les invitant clairement à faire acte de candidature et réservant des crédits budgétaires raisonnables pour financer l'aménagement de postes.

Ma tâche à l'OMS est de promouvoir de semblables initiatives. Dans le Groupe de travail sur le handicap, créé en 2008 par le Directeur général, le Dr Margaret Chan, toutes les unités et les bureaux régionaux dans le monde se trouvent représentés. Dans chaque équipe nous avons des champions déterminés de l'élimination des obstacles. Par exemple, nous avons procédé à une étude minutieuse des bâtiments du siège et de plusieurs bureaux régionaux et commencé à améliorer l'accès aux installations. Un cours de « clear print »¹ a été élaboré et présenté au personnel du siège ; un cours sur les sites Internet adaptés suivra dans le courant de cette année. Des directives sur le handicap et l'emploi sont en cours de rédaction et les membres des comités de sélection sont formés aux questions d'égalité pour les handicapés, afin de promouvoir l'égalité des chances en matière de recrutement.

S'il est fondamental de mettre de l'ordre dans notre propre organisation en ce domaine, le véritable test est de faire en sorte que nos programmes techniques comprennent des activités qui concernent les handicapés. Là encore l'OMS a fait des progrès. Ainsi le Département Santé et recherches génésiques a récemment publié une Note d'orientation sur la santé sexuelle et reproductive à l'intention des personnes handicapées. Avec nos collègues d'ONUSIDA, nous avons publié l'an dernier une synthèse sur le handicap et le VIH. Des travaux sont en cours pour préparer une information sur les besoins spécifiques des personnes handicapées en cas de catastrophes et de situations d'urgence. Nous avons également lancé une étude systématique sur le sujet de la violence envers les personnes handicapées. Nous avons bon espoir que l'ensemble de ces activités permettra une prise de conscience des vulnérabilités propres aux personnes handicapées et incitera les Etats membres à aborder ces questions dans le cadre de programmes de santé soutenus.

Plus tard en 2010, l'OMS publiera un Rapport mondial sur le handicap, document de référence faisant le point sur ce sujet complexe et formulant des recommandations pour améliorer les services fournis en ce domaine et assurer une meilleure intégration sociale des intéressés, permettant ainsi une promotion de la Convention.

¹ « Clear print » : mode d'impression qui permet, par un choix spécial de la mise en page, des caractères, des contrastes, de la présentation, de faciliter la lecture des documents par le plus grand nombre, y compris par ceux qui souffrent de problèmes de la vue.

J'aimerais lancer un défi à ceux qui liront ces lignes : que pouvez-vous faire vous-même pour contribuer à abaisser les barrières du handicap dans votre communauté ? Votre propre rue, votre église ou votre restaurant sont-ils accessibles aux utilisateurs de fauteuils roulants ? Vos publications sont-elles accessibles aux mal-voyants ? Joignez-vous aux personnes handicapées et à leurs proches pour exiger l'avènement d'un environnement plus accessible et moins discriminatoire. Qui sait, vous pourriez un jour en bénéficier !

Pour plus d'information, consulter les sites : www.un.org/disabilities et www.who.int/disabilities

Tom SHAKESPEARE *

* Note Le Dr Shakespeare est consultant, Département Prévention de la violence et du traumatisme et handicap, Organisation mondiale de la santé. Cet article est basé sur sa présentation à l'Assemblée générale de l'AAFI-AFICS le 13 avril 2010.

NOTRE AMI ROGER À GENÈVE ET AUSSI AILLEURS (SUITE)

Nous continuons toujours à remonter le temps qui s'approche tout doucement de notre présent où nous avons rencontré Roger au comité de l'AAFI-AFICS.

PV: Dans le précédent entretien, vous nous aviez confié que vous changiez une fois de plus d'orientation professionnelle.

Roger: En effet, à la fin du mois de janvier 1964, je quitte Swissair après avoir postulé à l'Organisation Mondiale de la Santé où je travaillerai jusqu'en 1985.

PV: Vous venez donc rejoindre, dans leur tour d'ivoire, ces étranges personnages que sont les fonctionnaires internationaux...

Roger: Là vous exagérez un tantinet! Les fonctionnaires internationaux se sont bien intégrés et n'apparaissent plus comme des extraterrestres. Enfin, je deviens l'un d'entre eux.

PV: Quelles sont vos fonctions?

Roger: Je suis engagé comme commis à la valise diplomatique. Les questions sociales m'intéressent et, en 1968, je rentre au service du personnel .

PV: Quel est votre souvenir le plus marquant?

Roger: En 1967, des négociations des salaires des Services généraux sont engagées et échouent. Les portes de toutes les administrations sont fermées aux représentants des associations et qui envoient le Dr. Burton à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. Le Dr. Burton revient avec un mandat obligeant toutes les parties à rouvrir les discussions. L'année suivante, en 1968, les salaires des services généraux sont indexés sur le coût de la vie à Genève, sur le fameux indice OFIAMT qui relevait tous les salaires et duquel il n'était pas trop difficile de faire ressortir les inégalités importantes de salaires entre hommes et femmes pour un même emploi. Les allocations pour enfants à charge des services généraux sont aussi relevées d'une manière substantielle et plus conforme à la réalité.

PV: Un autre souvenir?

Roger: En 1968, je participe à l'organisation des vingt ans de l'OMS qui relève d'une transformation en 1948 d'une commission de la santé qui, elle même, dépendait de la Société des Nations, la défunte SDN.

PV: Vous êtes au service du personnel, dont la nouvelle dénomination doit être service ou direction des relations humaines selon les terminologies actuelles. Êtes vous un homme de terrain ou un homme de papier?

Roger: Les deux. D'abord le service traite environ 14 000 candidatures par an, candidatures pour des postes permanents, de durée déterminée, temporaires, candidatures répondant à des avis de poste, candidatures internes et candidatures spontanées. Je vous laisse imaginer les montagnes de dossier à examiner, à vérifier, à classer...Donc bureaucrate, rond de cuir, homme de papier... Ensuite, en 1975, je pars quatre mois avec le HCR dans le cadre d'un projet d'urgence à Nicosie, à Chypre ravagé par la guerre. Il faut reconstituer les stocks des médicaments, concrétiser l'aide médicale aux sinistrés et porter assistance pour reconstruire un programme de santé publique. Nous travaillons des deux cotés de la ligne de démarcation. Je me rends à Famagouste, le port principal de Chypre, complètement dévasté et vidé de ses habitants. Je reviens de cette mission avec un goût d'amertume comme ce que j'avais ressenti lors des derniers mois de la Seconde Guerre. Décidément, la folie meurtrière et les violences absurdes des hommes ne s'arrêteront jamais. Donc, homme de terrain au contact de la misère et du désespoir...

PV: Roger, je vous connais plus optimiste!

Roger: Pour toutes ces raisons, je me dis que je ne dois pas rester enfermé dans mon petit coin, égoïstement, loin des autres. Tout d'abord, comme tout citoyen suisse, je suis affecté à la Protection civile en 1968. En 1973, je deviens chef de service. Nous devons préparer la population à se réfugier dans des abris dans les moins mauvaises conditions possibles en cas de conflit ou de désastre. Ensuite, je m'inscris comme scrutateur au département des élections et votations, puis je suis sélectionné comme délégué et enfin élu président dans les communes pour vérifier le bon déroulement des différents scrutins qui sont nombreux. Il y a plusieurs référendums par an, des élections municipales, cantonales, nationales et je contrôle les urnes à l'université lors des dépouillements. Je participe à la vie de ma ville. PV: En 1985, vous prenez votre retraite et dans ces cas-là, on dit volontiers qu'elle est dûment méritée. J'ai du mal à vous imaginer en train de pantoufler toute la journée devant un poste de télévision diffusant trop souvent des programmes insignifiants.

Roger: Nous sommes d'accord, la vie ne s'arrête pas à la retraite, elle s'amplifie et permet encore plus de liberté. On ne va pas lasser nos lecteurs, mais je peux encore parler du Mali, du Kenya, de Jérusalem.

PV: Alors à bientôt.

Pierre Vangeleyn
à l'écoute de Roger



LA RÉFORME DE LA GESTION INTERNE DES NATIONS UNIES : UN PROBLÈME ANCIEN ET NOUVEAU

(PARTIE 2)

Le sommet mondial – 14-16 septembre 2005

L'ONU a célébré son 60^e anniversaire en octobre 2005, ce qui offrait une chance pour des réformes importantes. Cependant, le Sommet mondial tenu à New York les 14-16 septembre a failli dans ses objectifs les plus ambitieux. Alors que certains progrès ont été salués, certains diplomates et des observateurs l'ont jugé comme un échec.

Dans son rapport de 2005 « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous », Annan a demandé aux Etats membres de lui donner les ressources et l'autorité pour réduire le personnel – en d'autres termes, pour éliminer le « bois mort » - afin de rénover le Secrétariat pour faire face à de nouveaux besoins. Une autre priorité était d'améliorer la cohérence du système en renforçant le rôle des Coordinateurs résidents.

Le Sommet ne prit pas de décision de réforme importante du Secrétariat. Il a surtout souligné le besoin de meilleurs systèmes de contrôle et d'audit. Un article sur le Sommet mondial a été publié dans le Bulletin de l'AFICS, Vol. 64, No. 5, décembre 2005.

En 2006, Annan a soumis un rapport important « *Investir dans l'Organisation des Nations Unies pour lui donner les moyens de sa vocation mondiale* », demandant une refonte radicale du Secrétariat, de ses règles, de ses systèmes et de sa culture. Concernant le personnel, il a dit que la mobilité du personnel devrait intégrer le personnel du siège et sur le terrain, et qu'il devrait avoir l'autorité nécessaire pour transférer le personnel latéralement, et de redéployer les postes selon les besoins. De nouvelles méthodes d'exécution des programmes devraient être explorées, telles que la relocation et la sous-traitance. Le Secrétaire général adjoint devrait avoir l'autorité officielle et la responsabilité pour la gestion et la direction globale des fonctions du Secrétariat, laissant ainsi au Secrétaire général le temps nécessaire pour ses fonctions diplomatiques.

En juillet 2006, l'Assemblée générale approuvait quelques modestes réformes accordant au Secrétaire général une allocation budgétaire discrétionnaire – se montant à une autorisation de dépenses de \$20 millions par biennium pour la période 2006-2007 et 2008-2009. L'Assemblée a aussi approuvé la création d'un poste de Chef, Technologie de l'information.

En novembre, le Groupe d'experts de haut niveau sur la cohérence à l'échelle du système dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de l'environnement a soumis son rapport « *Unis dans l'action* » avec des propositions importantes pour une structure des Nations Unies plus unifiée et cohérente au niveau des pays – un défi à la volonté des agences spécialisées de maintenir leur autonomie.

Ban Ki-Moon (2007-2011)

Mis à part quelques nominations contestées à des postes de haut niveau, Ban a eu un départ favorable en utilisant son propre Bureau pour essayer de changer la culture de l'ONU, en suivant les traces d'Annan. Il a augmenté la compétition interne pour les postes et supprimé quelques garanties d'emploi dans son bureau, et il a appelé d'autres à faire de même ou à quitter l'Organisation. D'autres procédures incluent des examens annuels stricts du travail effectué, des limites de temps pour de nouveaux contrats, l'ouverture des postes de haut niveau au siège de New York au personnel de l'ONU sur le terrain ainsi qu'à d'autres candidats dans l'ensemble du système des Nations Unies, et de fortes pressions pour que tous les hauts fonctionnaires rendent publiques leurs déclarations confidentielles de fortune. Le travail des hauts fonctionnaires sera examiné après deux ans, et tous les contrats limités à cinq ans.

Les réformes de gestion actuelles

Ces réformes sont principalement liées aux contrôles et à la gestion des ressources humaines, deux domaines sur lesquels les médias occidentaux se concentrent constamment, en principe dans le but d'améliorer la performance de l'Organisation, mais aussi comme outil pour critiquer l'ONU et son Secrétaire général.

Les contrôles

Le Bureau des services de contrôle interne a été créé en 1994 par l'Assemblée générale. Il entreprend des audits internes, il surveille et évalue l'efficacité de la mise en œuvre des programmes et des mandats, il inspecte les programmes et les unités administratives, il enquête sur les rapports de mauvaise gestion et de fautes disciplinaires. Il couvre toutes les activités des Nations Unies qui sont sous l'autorité du Secrétaire général.

En 2005, des mesures ont été prises pour renforcer la compétence du Bureau en ce qui concerne son travail d'audit et d'enquête. Un programme de l'ensemble du système des Nations Unies sur « *La prévention du harcèlement au travail, harcèlement sexuel, et abus de pouvoir* » a été installé en décembre. Des circulaires ont donné des instructions sur « *Faire rapport sur les fautes disciplinaires présumées* » et sur « *La protection contre les représailles contre les rapports de fautes disciplinaires et la coopération avec des audits ou enquêtes dûment autorisés* ».

L'Assemblée générale est aidée dans ses fonctions de contrôle de la gouvernance par le Comité consultatif indépendant d'audit, organe subsidiaire de l'Assemblée qui a commencé ses travaux en janvier 2008. Ses

cinq membres sont des experts de haut niveau dans le domaine de l'audit financier et/ou d'autre expertise concernant les contrôles.

Ce Comité donne des avis sur les fonctions d'audit et de contrôle du Bureau des services de contrôle interne et du Comité des Commissaires aux Comptes. Il donne des conseils également sur les questions liées directement à la responsabilité du Secrétariat, et peut suggérer des mesures pour assurer le respect par le Secrétariat des recommandations d'audit et de contrôle. Les rapports du Comité sont soumis à la 5^{ème} Commission de l'Assemblée sous couvert du Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires.

En plus du Bureau des services de contrôle interne, organe de contrôle interne, et du Comité consultatif indépendant d'audit, organe subsidiaire de l'Assemblée générale, il y a des organes externes de contrôle couvrant tout le système qui font rapport à l'Assemblée sous couvert du Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires et de la 5^e Commission : le Comité des Commissaires aux Comptes, le Corps commun d'Inspection, et, concernant les questions des ressources humaines, la Commission de la fonction publique internationale, qui sont tous des organes indépendants.

La multiplicité des organes internes et externes constitue un risque sérieux de double emploi, de confusion et de gaspillage, qui doit être corrigé par des efforts de coordination et de planification.

L'éthique

En janvier 2006, un Bureau de l'éthique a été créé au Secrétariat de l'ONU: il est responsable, en partie, de la gestion et de la surveillance d'un nouveau processus de protection de ceux qui dénoncent les fautes, il a révisé la politique de déclarations financières, et a instauré des programmes de formation à l'éthique pour le personnel. Les fonds et programmes peuvent créer leurs propres Bureaux de l'éthique, ou bien être couverts par le Bureau de l'éthique du Secrétariat de l'ONU.

Un Comité d'éthique a été ensuite créé en janvier 2008. Son mandat est de définir un cadre de normes et de politique éthiques et de donner des avis sur les questions complexes soulevées par les Bureaux de l'éthique ou le Président des Comités d'éthique qui ont des répercussions sur l'ensemble du système onusien. Un Code de l'éthique doit également être élaboré comme complément aux normes de conduite.

Ressources humaines

Un article sur la réforme de la justice interne de l'ONU a été publié dans le Bulletin de l'AAFI , Vol. 68, No. 2, avril 2009.

Types de contrat

A la suite de propositions faites en 1995 et prises en compte sérieusement depuis 2002, l'Assemblée générale a approuvé le 24 décembre 2008 un nouveau régime contractuel comprenant trois types de contrat – temporaire, à durée déterminée et continu – sous couvert d'un seul article du Règlement du personnel qui a pris effet le 1^{er} juillet 2009. Les contrats permanents (sans limite de temps) ont été abolis, contre l'opposition des associations du personnel, mais les contrats continus (également sans limite de temps) pourront être accordés selon certaines conditions à une date ultérieure.

Les contrats permanents ont été critiqués depuis longtemps comme donnant une sécurité d'emploi excessive au personnel, au risque ou à la tentation de négliger leurs fonctions. Les contrats permanents ont été hérités de la Société des Nations, avec la justification qu'ils assureraient l'indépendance des fonctionnaires à l'égard de l'influence ou des pressions des gouvernements, qu'on peut comparer à l'indépendance des juges. E. Childers et B. Urquhart avaient proposé en 1994 que le système des contrats permanents soit soumis à un processus de recertification, point auquel le Secrétaire général pourrait mettre fin au contrat du fonctionnaire avec une compensation financière, « soit pour changer le mélange de disciplines ou pour incompatibilité palpable ». Cette proposition n'a pas été examinée ni adoptée par l'Administration de l'ONU.

Selon les statistiques de l'ONU pour 2008, 65% du personnel professionnel international avait des contrats à durée déterminée, 79% du personnel des services généraux avait les mêmes types de contrat.

Mobilité

A la suite des recommandations d'Annan de 2006, Ban décida de choisir la mobilité comme un des éléments clés de son mandat. La mobilité est conçue comme un outil pour accroître la flexibilité et la réactivité de l'Organisation, améliorer sa capacité de mettre en œuvre ses programmes, offrir de plus grandes possibilités de développement du personnel et de développement des carrières, et d'améliorer la capacité de l'ONU à faire face aux multiples aspects de ses programmes par une plus grande intégration.

Le nouveau système demanderait au personnel professionnel d'accepter des transferts latéraux à tous les niveaux – entre P.1 et D.1 – avant toute promotion, un transfert latéral étant défini comme un changement de bureau ou de lieu d'affectation.

En décembre 2008, l'Assemblée générale a regretté que la politique de mobilité du Secrétaire général n'ait pas atteint ses objectifs. Le Secrétaire général a suspendu son programme de mobilité après la conclusion d'un exercice limité à D.1 et D.2, afin de développer des propositions concernant cette politique, en consultation avec toutes les parties concernées, y compris les associations du personnel, dont certaines avaient exprimé leur forte opposition à ce programme. Le Secrétaire général devait aussi encourager la mobilité volontaire.

L'égalité entre les hommes et les femmes

Les textes de base concernant la politique de parité hommes-femmes et les pouvoirs accrus aux femmes incluent la Charte des Nations Unies, la Déclaration de Beijing de 1995, des résolutions de l'Assemblée générale et d'ECOSOC, et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La Division pour l'avancement des femmes a été créée en 1946 en tant que Section sur le statut des femmes, Division des Droits de l'homme, Département des affaires sociales. Elle a été attachée au Département des affaires sociales et économiques en 1996.

La Commission de la fonction publique internationale a émis des recommandations concernant l'égalité hommes-femmes dans le système des Nations Unies à partir de sa 22^{ème} session en 1985.

Des appels au cours de trois conférences mondiales sur les femmes – Mexico, Copenhague et Nairobi – et des résolutions de l'Assemblée générale ont demandé que les Nations Unies donnent la direction et l'exemple aux Etats membres en faisant en sorte que l'égalité des femmes soit obtenue à tous les niveaux du Secrétariat et en particulier aux niveaux de prise de décision (postes D.1 à sous Secrétaire général et Secrétaire général adjoint). En décembre 1988, l'Assemblée générale approuvait la décision du Secrétaire général d'établir à plein temps un point de contact pour les femmes au Secrétariat. Ce nouveau bureau, sous couvert du Conseiller spécial sur les questions de genre et l'avancement des femmes, est habilité à faire rapport sur le statut des femmes dans le système des Nations Unies. L'objectif était alors d'augmenter le nombre des femmes au Secrétariat de l'ONU de 30% d'ici 1990.

Une résolution de l'Assemblée générale de décembre 1995 a demandé que la représentation des femmes atteignent 50% dans les postes de gestion et de prise de décision d'ici 2000 : une résolution de l'année suivante a demandé la même proportion pour tous les postes d'ici 2000 ; et une résolution de décembre 2003 a demandé la même proportion pour les représentants spéciaux et émissaires nommés par le Secrétaire général d'ici 2015.

Le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général sur les questions du genre et de l'avancement des femmes a été créé en mars 1997. Il est chargé, entre autres, de développer les stratégies et politiques pour aboutir à une proportion de 50/50 hommes-femmes à tous les niveaux, catégories professionnelles et plus élevées, dans le système des Nations Unies.

En octobre 2009, l'Assemblée générale a approuvé la fusion du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), la Division pour l'avancement des femmes, le Bureau du Conseiller spécial sur les questions de genre et l'Institut des Nations Unies pour l'avancement des femmes (UN-INSTRAW) en une agence unique, dirigée par un Sous Secrétaire général faisant rapport directement au Secrétaire général.

Dans un rapport de septembre 2008, le Secrétaire général a donné quelques statistiques montrant que l'objectif de la parité des sexes avait été « clairement lent, même marginal », « une tendance regrettable »

qui devait être corrigée d'urgence. Dans le système des Nations Unies, la représentation des femmes dans les catégories professionnelles et plus élevées avait augmenté de manière négligeable de 36,9% à 38,4% entre décembre 2004 et décembre 2007, soit 1,5%. Dans le Secrétariat de l'ONU, la même représentation n'a augmenté que de 0,2% entre juillet 2006 et juin 2008, de 37,4% à 37,6%.

Cette amélioration marginale est attribuée en partie à une responsabilité et à des mécanismes de surveillance et d'application inadéquats, à un manque de mesures spéciales pour la parité, et des taux de départs de l'Organisation plus élevés pour les femmes que pour les hommes. Clairement, un leadership plus dynamique de la part des hauts responsables, et peut-être la « discrimination positive » pour les postes de haut niveau, sont nécessaires pour l'emporter sur la culture des organisations des Nations Unies. Les directives de politique et les conseils ne suffisent pas.

Conclusion

La plupart des Etats membres considèrent que l'ONU doit se réformer : le problème est que différents groupes de pays veulent des réformes différentes dans des domaines différents.

Dans le domaine du management, les critiques ont généralement raison : l'ONU est trop bureaucratique, et les changements récents n'ont fait que rajouter de nouvelles règles et de nouveaux obstacles. Les recrutements sont trop lents, le favoritisme politique pour les postes de niveaux moyens et élevés est encore prédominant. On attribue plus de poids à la nationalité (la distribution géographique) qu'à la compétence et au mérite dans les recrutements et les promotions. La corruption n'est pas prédominante, mais les fautes disciplinaires de différentes natures ne sont que rarement punies correctement et rapidement. Le système de justice interne, maintenant défunt, était lent, répétitif et inefficace.

Malheureusement, l'occasion du 60^{ème} anniversaire de l'ONU n'a pas créé un nouveau climat d'espérance et d'innovation pour l'Organisation et pour la solidarité et la coopération mondiales. Les délégués des Etats membres devront engager de nouvelles négociations et compromis : ils veulent tous que l'ONU continue, mais pour des raisons diverses : le soutien à la coopération internationale, des sentiments de solidarité, de prestige, la défense de leurs projets, la présence sur la scène mondiale, l'aide au développement – l'organisation mondiale, en dépit de ses faiblesses évidentes, reste indispensable.

Le Secrétariat de l'ONU, avec son mélange de fonctionnaires à long terme et de « politiques », est blâmé pour sa résistance au changement. Le Secrétaire général essaie de changer cette attitude. Dans un séminaire de management à Turin en août 2008, Ban a fortement critiqué ses hauts fonctionnaires pour leur résistance au changement, leur léthargie et une tendance à gérer dans le détail. Il dit : « Les chefs de départements se disputent entre eux les postes et les budgets comme s'ils étaient, en quelque sorte, leur propriété. Mais les agences et programmes de l'ONU ne sont pas des fiefs personnels ».

Un certain nombre de réformes de gestion sont en route, quelques-unes sont approuvées et certaines sont mises en œuvre. Trop de réformes ? Trop d'organes de contrôle ? Trop de règlements ? Pas assez d'enthousiasme et de motivation ? Un leadership trop faible ?

Les pays et les groupes internationalistes devraient pousser leurs gouvernements à promouvoir une réforme effective de l'ONU et du système des Nations Unies. Ils devraient aider le Secrétaire général dans ses efforts de réforme.

L'ONU a besoin de réforme – le monde a besoin d'une ONU mieux gérée et plus transparente.

Yves BEIGBEDER



DU McDO À L'iPOD



Il fut un temps où les comparaisons du pouvoir d'achat à travers le monde se calculaient en combien de temps il fallait travailler dans différentes villes pour pouvoir déguster un BigMac à Moscou, Rio ou New York. Le progrès a balayé le simple hamburger pour le remplacer par un iPod Nano 8 Go. D'après une étude de l'UBS, un salarié à Zurich ou New York peut s'acheter son iPod après seulement 9 heures de travail, tandis qu'à l'autre bout de l'échelle le travailleur à Mumbai devra trimer pendant 177 heures. On peut citer d'autres chiffres : Amsterdam 13.5, Athènes 24,5, Bangkok 66, Berlin 14, Bruxelles 13, Budapest 68.5, Copenhague 11, Dublin 10, Genève 10, Helsinki 12.5, Istanbul 56, Le Caire 105, Lisbonne 19.5, Londres 11, Luxembourg 10, Madrid 15.5, Montréal 10.5, Moscou 36, Nairobi 160, Nicosie 15, Oslo 10.5, Paris 15, Pékin 73, Prague 43, Rome 19.5, Santiago 69.5, Singapour 27.5, Stockholm 11, Tel-Aviv 22, Tokyo 12, Varsovie 45.5 et Vienne 14.



Elisabeth BELCHAMBER

Source : Salaires et prix, UBS



PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS (VERSION APOCRYPHE)

Le mystère de l'assassinat d'Henri IV enfin résolu !

Habituellement, lorsque vous ouvrez votre Bulletin de l'AAFI-AFICS et que vous y cherchez la version française de la chronique d'Aamir Ali, « Of Cabbages and Kings », vous y trouvez une traduction que depuis des années je m'efforce de rendre aussi fidèle que possible à l'original, malgré les embûches linguistiques – notamment shakespeariennes – qu'Aamir se plaît à me lancer sans cesse dans les jambes ; enfin c'est une façon de parler, vous voyez ce que je veux dire. Et chaque fois, je me dis « Je l'aurai, un jour ! Je l'aurai ! »

Ce jour est enfin arrivé. Aamir a cette fois dépassé les bornes. Et comme le disait le regretté Pierre Dac : « Quand les bornes sont dépassées, il n'y a plus de limites. » Le texte d'Aamir est ce mois-ci rigoureusement intraduisible en français. Si vous ne me croyez pas, essayez vous-même ! Alors, je me venge. Le récit qui va suivre est rigoureusement incompréhensible pour un non-francophone. J'irais même jusqu'à dire qu'il est totalement franco-français. Tant pis pour le bilinguisme traditionnel de votre Bulletin ...

Mais si vous vous attendez quand même à ce qu'en bon membre du Comité - et pour être fidèle aux idéaux de notre association - je vous parle des objectifs du Millénium, de la double filière ou encore des critères d'admission à la FAFICS, abandonnez ici toute espérance. Seule concession aux « Kings » qui suivent les « Cabbages », je vous parlerai d'Henri IV, roi de France et de Navarre, qui mourut il y a exactement quatre cents ans, le 14 mai 1610, assassiné par un certain François Ravallac.

Qui arma la main de Ravallac ? Jusqu'à ce jour, personne ne l'a su. A l'occasion de cet anniversaire, de nombreux livres ont paru sur la vie du monarque cher aux Français et la presse a publié - comme elle le fait régulièrement tous les cent ans depuis ce tragique événement - d'innombrables articles où le gratin des médias se perd en conjectures sur ce mystère et les raisons du royal assassinat. Pour préparer ce papier,

nous les avons tous lus, y compris ceux de l'époque et de celles qui ont suivi. Tous sont dans l'erreur la plus totale sur les causes et les conditions de ce meurtre abominable.

Les thèses les plus hardies ont été avancées. On a chuchoté que les protestants en voulaient au roi d'avoir abjuré sa religion ou que les catholiques, furieux de la signature de l'Edit de Nantes, voulaient se venger. On a dit imprudemment que les Habsbourg voulaient empêcher la France de leur prendre Bruxelles et la Belgique (comme si la France avait l'habitude de faire la guerre à ses voisins !). Quelques auteurs frivoles - français, bien entendu - ont insinué de leur côté que trop de gentilshommes avaient eu envie de ne plus être gentils, vu la consommation effrénée de femmes mariées attribuée au Vert Galant dans son entourage.

Balivernes. Seul, le Bulletin de l'AAFI-AFICS est en mesure de lever aujourd'hui le voile. Laissez-moi au préalable - juste un instant, rassurez-vous - vous instruire sur cette période cruciale de l'histoire de France.

En ce temps-là la France avait faim. Le ministre des finances, le duc de Sully, avait certes déclaré que « *Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France* », rien n'y faisait. Les guerres incessantes ravageaient périodiquement les labours et les pâtures. Henri IV eut donc une idée géniale (normal, il était le roi) : « *Je décide d'ajouter l'élevage des poulets au labourage et au pâturage* ». Sully tenta timidement de résister : « *Sire, la France ne peut avoir trois mamelles...* » Henri IV balaya cette objection d'un haussement d'épaules. Et la France se lança dans la production des poulets (bio quand même, car élevés en plein air dans les basses-cours, la règle à l'époque).

Au bout de quelques années, la France n'avait toujours pas assez de froment ni de vaches, mais elle ne savait plus que faire de ses volailles. Les exporter ? Tous ses voisins lui faisaient la guerre. Il n'y avait, hélas, comme débouché que le marché intérieur. Alors le roi eut une nouvelle idée : « *Je veux que tous les Français mangent de la poule au pot le dimanche* ». Cette idée-là fut nettement moins géniale que la première. Elle lui fut même fatale.

Nous sommes en mesure de le révéler aujourd'hui : le roi Henri IV ne serait pas mort assassiné s'il n'avait pas eu l'imprudence de prendre cette décision célèbre (une des rares, d'ailleurs, avec l'histoire du vase de Soissons, dont les écoliers de France sont capables de se souvenir à la fin de leurs études secondaires, et encore...). L'explication du mystère se trouve dans le journal intime d'une tenancière de pension de famille de l'époque, conservé précieusement par les concierges successifs de la Sorbonne. La Sorbonne était, en ce temps-là, le haut-lieu de l'Université de Paris et, fatalement, son concierge en connaissait tous les secrets.

Le 14 mai 1611, premier anniversaire de l'assassinat (encore un : mais l'AAFI-AFICS adore les anniversaires) il reçut le récit de cette femme et le nota soigneusement pour les historiens du futur. Cette thèse nous est apparue tellement lumineuse que nous avons décidé de la porter sans tarder à la connaissance de nos lecteurs.

L'année 1610 avait bien commencé pour les étudiants de la Sorbonne. Le jour du Nouvel An, qui était un dimanche, la patronne d'une petite pension de famille d'une ruelle proche du Panthéon, située entre le commissariat de police et la mairie du 5^{ème} arrondissement, annonça à tous les étudiants qui logeaient chez elle : « *Mes amis, la famine est derrière nous. Notre bon roi Henri a voulu que désormais, tous les Français mangent de la poule au pot le dimanche ! Vive le roi et bon appétit !* » Et tous les étudiants s'esbaudirent et firent ripaille, selon les récits qui traînent encore de nos jours dans tous les bons livres d'histoire.

Le dimanche suivant, une puissante odeur de bouillon de poule se répandit à nouveau dans les étages. « *Quelle est donc ce merveilleux fumet, notre bonne hôtesse ?* » demanda un étudiant (les étudiantes ne devaient faire leur apparition, du moins officiellement, qu'un peu plus tard) : « *Celui de la poule au pot que nous allons tous manger comme l'a voulu notre bon roi Henri !* ». Le dimanche suivant il en alla de même, et les étudiants firent encore bombance. Le dimanche d'après, la bonne odeur et la poule qui la produisait firent encore merveille. Et il en alla ainsi tous les dimanches de janvier, de février, de mars et d'avril. Dès l'aube, les volutes du bouillon de volaille (malheureusement non dégraissé comme on le trouve aujourd'hui en cubes à la Migros) envahissaient les étages jusqu'aux mansardes et l'hôtesse s'écriait avec entrain : « *Réveillez-vous jeunes gens, nous allons manger de la poule au pot en ce jour du Seigneur, comme l'a voulu notre bon roi Henri.* »

Mais l'odeur, délicate au début, tenace ensuite, parvenait à se maintenir dans tous les recoins d'un dimanche à l'autre. On commença à maugréer dans les étages. Toutefois, comme c'était l'hiver et qu'il fallait bien se nourrir par les grands froids qui régnaient alors (c'était le début des dérèglements climatiques et les loups entraient dans Paris par le périphérique), les étudiants rongeaient leur frein et leurs os de poulet.

Début mai, selon les chroniqueurs de l'époque, le soleil et la douceur firent leur apparition sur la Montagne Sainte Geneviève. Tout le monde eut envie de sortir pour célébrer le printemps. Aussi, lorsque le dimanche

14 l'odeur entêtante de la poule au pot commença à se répandre, la révolution gronda dans la pension de famille. Aux environs de 8 heures - le journal du concierge de la Sorbonne est formel sur ce point - la tenancière, qui balayait l'escalier et venait de faire son annonce habituelle, vit passer devant elle, courant comme un fou, l'un de ses pensionnaires qui paraissait complètement égaré. Hors de lui, il était rouge de fureur, transpirait et hurlait en brandissant un grand couteau. Déjà il se ruait hors de la pension... « *Mais où courez-vous donc ainsi, monsieur Ravailac !* » s'écria la pauvre femme. Trop tard. Le sort en était jeté.

JJC



LE BULLETIN DE L'AMICALE DU BIT

Une étrange série de circonstances a permis que la collection complète du *Bulletin de l'Amicale du BIT*, de 1941 à 1951, se retrouve l'an dernier entre mes mains. Je suis infiniment reconnaissante à Siegrid Cochard de ce don précieux. La collection est à présent en sécurité aux Archives du BIT où, bizarrement, elle n'avait pas encore sa place.

De proches amis de Siegrid nettoyaient récemment le grenier de leurs parents à Chêne-Bougeries lorsqu'ils tombèrent sur un dossier poussiéreux, relié de cuir, contenant de vieux documents. Ils étaient sur le point de le jeter lorsqu'ils lurent soudain les mots « Bureau international du Travail » et pensèrent qu'il pourrait peut-être intéresser leur amie.

La collection avait appartenu à un certain René Colsenet qui avait siégé au Comité de l'Amicale. Entré au BIT en 1921 il travaillait comme traducteur à la *Série législative* en 1940. Heureusement pour nous, il avait soigneusement conservé tous ses exemplaires du *Bulletin*. Nul ne saura jamais par quel mystère ils avaient atterri dans le grenier de Chêne-Bougeries. Mais quel trésor !

L'« Amicale des anciens fonctionnaires du BIT », dont ce Bulletin bimestriel était l'organe, fut fondée le 19 juillet 1940 par une centaine de fonctionnaires du BIT dont le contrat avait été résilié ou suspendu du fait de la guerre. Ce groupe de collègues - pour la plupart de nationalité suisse - étaient restés à Genève et faisaient de leur mieux, compte tenu des circonstances, pour résoudre ensemble leurs problèmes communs; pour s'entraider dans la recherche d'un travail temporaire; pour stocker les effets personnels et les meubles des quelque cent cinquante fonctionnaires qui avaient dû quitter Genève en toute hâte; pour rester en contact avec ceux qui se retrouvaient transférés à Montréal; pour se tenir au courant des principaux événements de la vie de l'Organisation (conférences de New York et de Philadelphie) à l'autre bout du monde; et, bien entendu, pour défendre leurs droits à être réintégrés au sein du BIT à la fin de la guerre. Il ne semble pas exister d'information sur la composition du *Comité d'initiative* de l'Amicale, mais Jean Desplanque en fit assurément partie et en fut la cheville ouvrière de nombreuses années, faisant fonction de conseiller juridique sur les questions de fiscalité (un sujet bien peu familier aux fonctionnaires du BIT à l'époque!), de relations avec les autorités suisses, etc. Dès 1941, des bureaux furent mis à la disposition de l'Amicale au 2 rue de la Tour de l'Île, où ils purent se réunir deux fois par semaine pour discuter de leurs problèmes communs. Des réunions amicales, des cours de langues, des sorties à ski et des classes de gymnastique étaient organisés pour maintenir le moral au plus haut. Les collègues postés loin de Genève étaient encouragés à envoyer des nouvelles d'eux-mêmes et de leurs familles que l'on publiait dans le Bulletin, maintenant ainsi l'esprit de camaraderie d'avant-guerre¹.

Après la guerre, une association similaire issue de la Société des Nations, fusionna avec l'Amicale du BIT et, en 1955, l'Amicale élargie se transforma elle-même en ce que nous connaissons aujourd'hui sous le nom d'Association des anciens fonctionnaires internationaux (AAFI-AFICS) dont Aamir Ali fut le président de nombreuses années.

Fiona ROLIAN

Extrait de ILO Friends Newsletter, n°48, mai 2010.

¹ Melitta Budiner, *La période de guerre, 1939/40-1945*, dans ILO Friends Newsletter n°4, décembre 1987.

HUMOUR

A la porte du Ciel, un type furieux se présente devant St Pierre.

- >>>>> - Mais bon sang, qu'est-ce que je fais là ! hurle t-il. Regardez-moi: j'ai 35 ans, je suis en pleine forme, je ne bois pas, je ne fume pas, hier soir je me couche bien sagement dans mon lit et voilà que je me retrouve au ciel !
- >>>>> - C'est certainement une erreur!
- >>>>> - Eh bien ! ça n'est jamais arrivé, mais enfin je vais vérifier, répond St Pierre, troublé. Comment vous appelez-vous ?
- >>>>> - Dugommeau. Norbert Dugommeau.
- >>>>> - Oui... Et quel est votre métier ?
- >>>>> - Garagiste.
- >>>>> - Oui... Ah, voilà, j'ai votre fiche. Dugommeau Norbert, garagiste ... Eh bien, monsieur Dugommeau, vous êtes mort de vieillesse, c'est tout.
- >>>>> - De vieillesse ? Mais enfin ce n'est pas possible, je n'ai que 35 ans.....
- >>>>> - Ah moi je ne sais pas, monsieur Dugommeau. Mais on a fait le compte de toutes les heures de main d'oeuvre que vous avez facturées, et ça donne 123 ans.



UNTAC : SOUVENIR D'UNE MISSION BIEN ACCOMPLIE

À LA MÉMOIRE DE VLADIMIR BALASHOV

L'Autorité de transition des Nations Unies au Cambodge (UN Transitional Authority in Cambodia – UNTAC) fut installée en février 1992 afin de mettre en œuvre les Accords de Paris d'octobre 1991, résultat d'une activité diplomatique intense de plusieurs années. Sa tâche était de restaurer la paix et de mettre en place un gouvernement civil dans un pays ruiné par des années de guerre civile et laissé à l'abandon, d'organiser des élections libres et loyales qui permettent d'instaurer une nouvelle constitution et de donner le signal de la reconstruction du pays.

Je fus choisi pour être affecté à l'UNTAC et reçus pour mission de diriger l'Administration civile provinciale de l'UNTAC à Kampong Speu. Sous l'autorité de M. Yusushi Akashi (Japon), Représentant spécial du Secrétaire général au Cambodge, je devais exercer un contrôle direct sur l'autorité locale existante représentant le régime de Phnom Penh et coordonner toutes les opérations et les activités de l'UNTAC dans cette province, y compris ses composantes policières, militaires et électorales, avec pour seul objectif la préparation et la tenue d'élections en avril-mai 1993. Dans la province de Kampong Speu, nous devions tout commencer à zéro. Ce n'était pas une mince affaire que de rendre opérationnel le bureau provincial alors que nous disposions ni d'eau, ni d'électricité, ni d'endroit décent pour vivre et travailler, sans parler des violations incessantes du cessez-le-feu, des champs de mines et de bien d'autres dangers pour notre intégrité physique.

Ce qui m'a le plus impressionné au Cambodge fut d'abord son peuple et surtout sa cordialité et son désir de paix. En me mêlant aux Cambodgiens, je compris qu'ils ne voulaient plus revoir la violence.

La Province de Kampong Speu, avec ses quelque 500.000 habitants, était considérée comme la plus riche de toutes ces provinces extrêmement pauvres où la vie était au niveau de la simple subsistance, voire pire. La province était littéralement truffée de mines. Notre principal problème était que les factions ennemies au Cambodge refusaient de remettre les cartes des champs de mines à l'UNTAC. Les champs de mines

avaient tendance à s'élargir au moment des crues des rivières car les mines, faites de plastique, pouvaient flotter et se retrouver là où on les attendait le moins.

La situation était aggravée par le flux de milliers de réfugiés cambodgiens revenant de Thaïlande. A cause des mines, il n'y avait pas assez de terres disponibles pour qu'ils puissent se réinstaller.

Le facteur hostile le plus grave pour la sécurité du Cambodge était l'activité des Khmers Rouges dont le règne de terreur génocidaire du milieu des années 70 avait provoqué un massacre estimé à un million de victimes cambodgiennes. Les Khmers Rouges refusaient de coopérer avec les forces de maintien de la paix de l'ONU et faisaient le maximum pour désorganiser le processus de paix. Dans la province de Kampong Speu, une bande de Khmer Rouges avait attaqué un avant-poste du bataillon bulgare et tué six Casques Bleus.

Un autre problème au Cambodge était la circulation locale. Les règles de la circulation étaient davantage laissées au bon vouloir des Cambodgiens que fixées par un code de la route. Il en résultait de fréquents accidents de la route dont étaient victimes aussi bien la population locale que le personnel de l'UNTAC.

Mon premier jour de travail comme directeur provincial commença par une visite à l'hôpital local de la Croix Rouge américaine où trois patients cambodgiens avaient été opérés à la suite d'un accident dans lequel un officier de haut rang de l'UNTAC était impliqué. Lorsque j'appris que l'un des blessés, une jeune fille de vingt-quatre ans, devait subir une amputation (elle avait les deux jambes brisées), je me souvins de mes propres filles et décidai de faire de mon mieux pour aider cette pauvre jeune Cambodgienne.

Je me précipitai chez le Dr Heinz Gerngross, directeur médical de l'hôpital allemand de Phnom Penh pour obtenir une aide d'urgence. Il envoya à Kampong Speu le Dr Klaus Meyer, son meilleur chirurgien, pour examiner la jeune fille. La conclusion de celui-ci fut de recommander une opération corrective pour éviter l'amputation. Ceci renforça l'espoir de lui sauver ses jambes. Tous les deux jours je rendais visite à la jeune fille pour la reconforter. Je me souvins lui avoir dit un jour que je resterais au Cambodge jusqu'à sa guérison, de façon à ce qu'elle m'accorde sa première danse ! Ce jour-là, elle sourit pour la première fois depuis son accident.

Mlle Poul Thawy subit quatre opérations correctives. Malheureusement ses blessures étaient graves et la menace d'une gangrène fit que l'on dût l'amputer de la jambe gauche, entre la hanche et le genou. Je fis de mon mieux pour qu'elle puisse recevoir une prothèse et obtienne une compensation financière de l'UNTAC. Le comité d'examen des réclamations de l'UNTAC lui accorda une indemnité de 13.000 dollars. L'histoire de la jeune femme blessée de Kampong Speu émut de nombreux collègues qui envoyèrent des dons.

Avant de quitter le Cambodge je reçus une lettre de Poul Thawy. Elle m'y appelait son « grand-père bien-aimé et vénéré ». Joint à la lettre il y avait un *karma*, un foulard traditionnel cambodgien. A mon retour à New York, je reçus d'elle une autre lettre m'informant qu'elle avait épousé son petit ami cambodgien ; une photo du mariage était jointe.

Mon expérience au Cambodge m'a montré que comprendre les besoins essentiels des gens, leur montrer compassion et disponibilité, ouvre le chemin de leur cœur.

La réussite la plus importante de l'UNTAC fut la préparation et la tenue d'élections démocratiques en mai 1993. Jusqu'au jour même des élections, les Khmers Rouges menacèrent d'attaquer les bureaux de vote et les bureaux de l'UNTAC. Des mesures supplémentaires de sécurité furent prises. Des fortins et des abris furent construits autour des bureaux de l'UNTAC dans la province et les districts. Des casques et des gilets pare-balles furent distribués au personnel de ces bureaux et aux personnes chargées des opérations de vote. Le bataillon bulgare se mit en état d'alerte pour prévenir toute attaque contre les cibles vulnérables que constituaient les bureaux de vote.

Vingt partis politiques prirent part aux élections. L'UNTAC supervisa la campagne électorale et l'enregistrement des électeurs de même que le scrutin lui-même. Près de 90 pour cent des électeurs inscrits prirent part au vote pour élire une Assemblée constituante.

A Kampong Speu, un groupe d'observateurs américains emmenés par le Sénateur John McCain (futur candidat à la campagne présidentielle de 2008) rendit visite à quelques bureaux de vote et trouva que les élections avaient été conduites « de façon raisonnablement libre, loyale et démocratique. »

En septembre 1993, la Constitution fut proclamée et le nouveau gouvernement prit ses fonctions.

La mission de l'UNTAC touchait à sa fin lorsque ses responsables décidèrent d'allouer à chaque bureau de province une somme de 10.000 dollars pour mettre en œuvre, chacun dans sa zone de responsabilité, un projet de dernière minute dont devraient bénéficier les Cambodgiens. La somme allouée pouvait à peine suffire à creuser quelques puits artésiens. Nous, à Kampong Speu, décidâmes de construire une école en brique à la place d'une école en bois qui avait été incendiée par les Khmers Rouges. Les 10.000 dollars furent utilisés pour acheter les matériaux. Les Casques Bleus du bataillon bulgare fournirent la main d'œuvre. L'école fut construite dans le district New Oral à la mémoire d'un soldat bulgare qui avait été tué à cet endroit. Le bâtiment fut terminé juste à temps pour la rentrée scolaire.

Nous quittâmes le Cambodge avec le sentiment du devoir accompli. La mission avait été rude. Mais elle aurait été bien plus difficile sans le courage, la compétence professionnelle et le dévouement aux idéaux des Nations Unies dont firent preuve, dans l'exécution de leurs tâches, tous les membres du personnel du bureau de la Province de Kampong Speu. C'est avec un très grand plaisir et toute ma gratitude que je veux citer ici les noms de Mmes et MM. Patrice Mikanugu, Directeur-adjoint, Emmauella Di Canio, Assistante du directeur, Peter Lao, Contrôleur des finances, Achmed Mochtan, Agent de liaison pour les droits de l'homme dans la Province, Charles L. Rose, Responsable provincial des opérations électorales, Carlos Valenzuela, Responsable provincial adjoint des opérations électorales, Vladimir A. Balashov, Chargé d'opérations électorales, Uttan N. Malla, Volontaire des Nations Unies, Victoria Bernardo, Assistante administrative civile, Jasmine Ho, Assistante administrative civile, Juliet Michuki, Assistante administrative, Karin Svadlenak-Castro, Assistante administrative civile. J'ai toujours placé toute ma confiance en mes collègues et ils ne m'ont jamais laissé tomber.

« Bénis soient ceux qui font la paix, car ils seront appelés les Fils de Dieu » (Matthieu, 5:9). Ceux qui sèment la paix récoltent la vertu.

Aujourd'hui encore, chaque jour de cette mission de l'UNTAC reste cher à mon cœur et demeure gravé dans ma mémoire.

Vladimir YULIN

Note : Vladimir Balashov a qui ce texte est dédié fut détaché du Service russe de traduction des Nations Unies à Genève à l'UNTAC où il avait très vite gagné le respect de tous ses collègues. De retour du Cambodge il fut tué dans un tragique accident de ski en France.



EDITORIAL

AAFI-AFICS HELPS PROCRASTINATORS EVERYWHERE

I have always thought procrastination should be elevated to the ranks of a deadly sin. I know there is sloth but I am not really slothful, I am just a procrastinator. I can put off till the day after tomorrow what ought to be done today; I fear that if it weren't for the last minute I wouldn't get anything done!

"Procrastination is the thief of time" as Edward Young said. And I subscribe to William James' thought that "nothing is so fatiguing as the eternal hanging on of an uncompleted task".

And I know, of course I know, from the incantations of my Mother and the "best sellers" from self appointed management gurus that I should "never put off until tomorrow"; "set aside blocks of time to do things"; "modify my environment to eliminate distractions"; etc. etc..

But I adore distractions and join Robert Benchley: "Anyone can do any amount of work, provided it isn't the work he is supposed to be doing at that moment".

(Instead of pursuing this editorial, for example, I have just gone on a search for information about Robert Benchley. To satisfy your thirst for trivia, Wikipedia tells me that he was an American humourist best known for his work as a newspaper columnist and film actor who lived from 1889 to 1945)

Ah well, you can't teach an old dog new tricks! Anyway only Robinson Crusoe had everything done by Friday ...

Now what has all this to do with AAFI-AFICS?

Well on a much more serious note, AAFI-AFICS is planning an Information Seminar on "Wills and Successions". It will be held on 28th September at the ILO. More details are available on page 2.

Our intention is to provide as much information as we can on the importance of making a will and of working out the details of inheritances and the like, in good time. Our seminar will be guided by Notaries versed in the legal niceties of the Swiss and French systems as well as some of the idiosyncrasies of inheritance laws in further off lands – like the USA. And the keynote speaker will be Rosette Poletti, a psychotherapist, WHO expert and author of over 15 books related to bereavement, mourning and support for those in difficulty. She is particularly well known in the Swiss Romande for her regular answer column in the newspaper *Le Matin*.

In addition, we are busy updating our publications on "Wills and Successions" and on "the items of information required by survivors in the event of a Pensioner's death". We are combining these two texts in one document called: "Thinking about the future". It should be ready quite shortly and will be available for distribution at the Information Seminar. The introduction begins:

"For whatever reason, we usually put off thinking about the inevitable fact that some time we are all going to die or lose our capacity to make decisions. Perhaps we secretly hope that this particular tomorrow will never come, and in any case there are more pressing (cheerful or interesting) matters to deal with. So we put off thinking about it, let alone acting to make things easier for our loved ones who will survive us."...

and it concludes:

"The sooner we get on with it, the longer we will have to benefit from the peace of mind that comes from knowing that whatever happens in the future – be it tomorrow or years hence – we have put our affairs in order to the best of our ability. "

So here then are two practical AAFI-AFICS aids to all we inveterate "putters offers". We hope very much that you will find them helpful.

Roger EGGLESTON

NEWS FROM THE AAFI-AFICS COMMITTEE

Since the Annual General Assembly on 13 April (see account below), the Committee has been preparing for a number of events :

- AAFI-AFICS Summer lunch (22 June);
- 40th anniversary of the Fédération genevoise des Clubs d'Aînées (Carouge, 23 June); AAFI-AFICS will have a stand in the Place de Sardaigne;
- 39th session of the FAFICS Council (London, 8-13 July); Roger Eggleston, Katia Chestopalov and Odette Foudral will represent AAFI-AFICS;
- 57th session of the Pension Board (London, July 2010);
- AAFI-AFICS Information Seminar : Thinking about the future: Wills and Successions, 28 September, ILO Headquarters, Geneva – See separate section;
- Coffee gatherings take place regularly in Geneva, Ferney-Voltaire and Nyon. Why not organize similar meetings in your area?

Reminders were sent to annual members who had not yet paid their 2010 membership fees due in January each year. The response has been very satisfactory and a number of back payments have been brought up to date.

The e-mail Newsletter has become a regular feature and seems to be well received.

NB. If you wish to receive the e-Newsletter or continue to receive it, please remember to keep us up to date on your e-mail address.

As a follow-up to the General Assembly, a few topics that did not get discussed for lack of time were taken up by the Committee. Mr **Jay Wormus** had enquired about the earning limits for retirees. The Committee agreed that Roger Eggleston should address the CEB to request information on the current situation. Ms **Joy Pattinson** had suggested that Committee members who put in a great deal of hard work, time and energy for the benefit of AAFI-AFICS members should be thanked by being offered at least one lunch a year at the expense of the Association. The Committee, while warmly welcoming Joy Pattinson's remarks, responded that Committee members served and will continue to serve on an exclusively voluntary basis with no compensation whatsoever.

In accordance with the Statutes, nine Committee members will stand for election or re-election in 2011. Nomination forms are to be found at the end of this Bulletin.

Elisabeth BELCHAMBER



THE 2010 ANNUAL GENERAL ASSEMBLY

1. Over 100 members of AAFI-AFICS participated in the 70th General Assembly in Room II of the ILO on Tuesday 13th April 2010. Jack Martin was elected as Presiding Officer.
2. Among the guests were Alan Blythe , Chief of the Geneva Office of the UNJSPF, Rene Vargas, the Head of Client Services of the same Office, Patrick Brehm representing GPAFI, Jean-Marie Olive, Vice-President of, APAVEC (Association pour personnes âgées vivant en collectivité), of the Pays de Gex and the Bassin de Bellegarde and representatives of some of the administrations and health insurances of the Geneva- based Organisations.
3. Tom Shakespeare was the guest speaker, standing in at very short notice for John Beard, the Director of the Department of Ageing and Life Course at WHO. Tom, WHO's key exponent on Violence and Injury Prevention and Disability, tackled the ticklish subject of "Mainstreaming disability in the UN system". His frankness, his disarming charm and the depth of his perceptions proved to be one of the highlights of the Assembly.

Pensions

4. Alan Blythe provided an invaluable update on the state of the Pension Fund. He provided details of the April CPI pension adjustments for those on the local track as follows:
 - no increases for pensioners in France or Switzerland, nor in Belgium, Denmark, Finland, Italy, Portugal or Sweden;
 - increases were announced for those on the local track in Austria (2.4%), Cyprus (2.1%), Germany (2.2%), Greece (4.7%), Hungary (5.5%), Netherlands (3.1%), Norway (2.0%), Spain (2.3%), Turkey (6.5%) and the UK (3.4%).

For those on the US dollar track, he announced that there would be a 3.8% increase.

5. He noted that the Fund had "repris ses couleurs"; investments were currently valued at about US\$ 37 billion - an \$8 billion increase over the previous eight months. Although "one could never be certain", he reflected that there did appear to be an overall calming in the financial markets which could only benefit the Fund's investment portfolios.
6. He also confirmed the intrinsic merit of the defined benefit nature of the Fund which had withstood comparatively well the difficulties associated with the recent turbulence in the global financial markets.
7. In response to questions, Alan Blythe speculated on the relative strengths of the Euro vis-à-vis the United States Dollar and reassured members present that "the dollar remains the world's reserve currency".
8. He also provided news of developments within the Fund Secretariat in respect of the mechanisms for benefit payments. All payments were currently made from the New York Office but tests were being carried out to ensure that, should there ever be the need to do so, all such payments could be effected by the Geneva UNJSPF Office.
9. Among a number of tributes relating to the effective working relationship between the Geneva Office and the Association, one participant thanked the Fund for the efficient regularity of pension payments and complimented Mr Blythe on the initiative to build additional security into the complex process of paying pensions to over 60,000 beneficiaries worldwide.

Health

10. Katia Chestopalov, Vice President for Health Matters, reported on a resolution which had been passed by the United Nations General Assembly in December 2009 on the subject of "After Service Health Care".

11. A number of matters raised in the resolution were of concern, not least the reference to “the financial and legal implications of changing, for current retirees and active staff members, (i) the scope and coverage of the after-service health insurance plan and (ii) the contribution levels...”

12. She underscored that the resolution referred to the health insurances of the United Nations and hence not of the insurance arrangements of other Organisations of the system. She also noted that the resolution called for a report by the UN Secretary General to be provided to the General Assembly in 2012 which provided time for AAFI-AFICS in close collaboration with FAFICS to prepare a strategy to uphold and defend the acquired rights of all those who were benefiting from after service health insurance.

13. Patrick Brehm provided a helpful expose on recent developments in the renegotiation of the contract through which GPAFI provided complementary health insurance to the basic insurances of the United Nations system of Organisations. Although the new arrangements had required a 50% increase in premia – for those over 60 – the revised insurance plan did provide a number of advantages over the previous arrangements including coverage of hospital care in a single or double room , 100% coverage of the majority of care, and the simplification of claims procedures.

14. He underlined that the age limit for joining GPAFI remained 65.

Accounts and Auditors

15. The Association’s accounts were duly adopted and Messrs Andre Weber and Ventura Garcia - Garnateo re-elected auditors for a further year.

Mainstreaming disability in the UN system

16. In a challenging address, Tom Shakespeare of WHO’s Disability Unit, provided a general overview of the importance to removing barriers to disability in and by the Organisations of the United Nations system. We are delighted to be able to provide a summary of his presentation – provided by Tom himself for our Bulletin (see below).

Other questions

17. A number of questions were raised in a series of lively interventions in the Assembly. Some have been referred to above but in the main, they concerned individual pension or health insurance cases; it is sometimes difficult to be able to strike the balance between a case which raises an issue of general interest and one that is wholly individual. Care will be taken to continue to provide adequate occasion for those attending the Assembly to raise individual concerns inter alia with interlocutors from the Pension Board, the diverse health insurances and the social worker.

Roger EGGLESTON



MAINSTREAMING DISABILITY IN THE UN SYSTEM

Are you aware of the recent transformation in approaches to disability? The new UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities reflects a global shift from a medical approach to a human rights approach. Rather than seeing disabled people as sick, invalid or incapable, the emphasis is on how inaccessible environments, discrimination and prejudice create burdens for individuals. The UN Convention sets out the key principles - respect for dignity and autonomy, equality of opportunity, full participation and inclusion in society - which governments should follow to achieve human rights for persons with disabilities.

The treaty, which came into force in May 2008, has now been signed by 144 states and ratified by 88. For the first time, governments will be held to account for how they deliver services and remove barriers to people with disabilities. More than 1 in 10 of the world's population are disabled. Almost every family has a disabled member, and all of us have the potential to become disabled, particularly as we age. Therefore this human rights agenda is relevant to everyone.

The UN system has a duty to practise what it preaches. For example, the World Bank has a Disabilities Action Plan, which removed barriers to recruitment, as well as spending nearly \$6 million on improving accessibility of country offices. The Bank also created a Disability Accommodations Fund, which pays any costs associated with employing disabled people, for example different office furniture, screen reader software etc. ILO also have a disability policy, explicitly welcome applicants with disabilities to posts, and have a Reasonable Accommodation Fund to pay access costs.

My task at WHO is to promote similar endeavours. The Task Force on Disability, created by Director General Dr Margaret Chan in 2008, has representation from all the clusters and regional offices across the Organization. We have champions in different teams who are working hard to remove barriers. For example, we have audited the Headquarters building and several regional office buildings, and begun to implement access improvements. A course in Clear Print has been developed and delivered to staff in Headquarters, and training in Accessible Websites will follow later this year. A Disability and Employment policy is in preparation, and members of Selection Panels are being trained in disability equality, to promote equal opportunities in recruitment.

While it's vital to get our own house in order, the real test is how technical programmes include people with disabilities in their activities. Here too, WHO has made progress. For example, the Reproductive Health Research programme recently published a Guidance Note on Sexual and Reproductive Health for Persons with Disabilities. With colleagues in UNAIDS, last year we launched a Policy Brief on Disability and HIV. Work is under way to prepare information on the needs of persons with disabilities in disasters and emergencies. We have commissioned a systematic review of violence against persons with disabilities. We hope that all this work will raise awareness of how people with disabilities have particular vulnerabilities, and ensure that member states address these needs, within the context of mainstream health programmes.

Later in 2010, WHO will launch the World Report on Disability, a major document summarizing the evidence in this complex area, and making recommendations for better services and greater social inclusion, thus supporting efforts to implement the Convention.

I'd like to leave readers with a challenge: what can you do to remove disabling barriers in your community? Is your local street or church or restaurant accessible to wheelchair users? Are your publications accessible to visually impaired people? Please join disabled people and their families in advocating for a more accessible and less discriminatory world. It might just be you that benefits!

Further information

www.un.org/disabilities
www.who.int/disabilities

Tom SHAKESPEARE*

***Note:** Dr Shakespeare is a consultant, Department of Violence and Injury Prevention and Disability in the WHO. This article is based on his address to the Association's General Assembly on 13 April 2010.



MANAGEMENT REFORM OF THE UNITED NATIONS: AN OLD AND NEW CONCERN

(PART 2)

The World Summit – 14-16 September 2005

The UN celebrated its 60th anniversary in October 2005, which offered an opening for new significant reforms. However, the World Summit held in New York on 14-16 September failed in its more ambitious goals. While some of its advances were praised, some diplomats and observers were dismissive.

In his 2005 report “In larger freedom : towards development, security and human rights for all » Annan requested Member States to give him the resources and authority to pursue a one-time staff buy-out – in other words, to eliminate “deadwood” – to refresh and re-align staff to meet current needs. Another priority was to create better system coherence by strengthening the role of Resident Coordinators.

The Summit did not decide on any significant reform of the secretariat. It mainly stressed the need for better and stricter oversight and auditing systems. An article on the World Summit was published in the AFICS Bulletin, Vol. 64, No. 5, December 2005.

Annan submitted a major report, “Investing in the United Nations: for a stronger Organization worldwide” in 2006, calling for a radical overhaul of the Secretariat, its rules, systems and culture. On staff issues, he said that staff mobility should integrate headquarters and field staff, and that he should have the authority to move staff laterally, and to redeploy posts as necessary. New ways of delivering services should be explored, such as relocation and outsourcing. The Deputy Secretary-General should have formal authority and accountability for the management and overall direction of the functions of the Secretariat, thus relieving the Secretary-General’s time for his diplomatic functions.

In July 2006, the General Assembly approved a modest package of reforms granting the Secretary-General limited budgetary discretion – amounting to a spending authorization of \$20 million per biennium for the periods 2006-2007 and 2008-2009. The Assembly also approved the creation of a post of Chief Information Technology Officer.

In November, the Secretary-General’s High Level Panel on UN-System wide Coherence in the areas of Development, Humanitarian Assistance and the Environment submitted its report “Delivering as one” with far-reaching proposals for a more unified, coherent UN structure at the country level – a challenge to the specialized agencies’ insistence on their autonomy.

Ban Ki-Moon (2007-2011)

Besides some contested senior levels appointments, Ban had an auspicious start by using his own Office in trying to change the UN culture, following in the steps of Annan. He increased internal competition for jobs and removed some job guarantees in his Office, and called on others to follow suit or leave the Organization. Other procedures include strict annual performance reviews, term limits for new appointments, opening high-level jobs at New York headquarters to UN staff in the field as well as to other candidates throughout the UN system, - and strong pressure for all high officials to make public their confidential financial disclosures. Senior officials’ performance will be reviewed after two years, and all appointments limited to five years.

Current management reform issues

These are mainly related to oversight and human resources management two areas on which the U.S. and the Western media focus constantly, overtly to improve the Organization’s performance but also as a tool to criticize the UN and its Secretary-General.

Oversight

The Office of Internal Oversight Services (OIOS) was established in 1994 by the General Assembly. It conducts internal audits, it monitors and evaluates the efficiency and effectiveness of the implementation of programmes and mandates, it conducts inspection of programmes and organizational units, it investigates reports of mismanagement and misconduct. It covers all UN activities under the Secretary-General's authority.

In 2005, measures were taken to strengthen the capacity of the OIOS' audit and investigatory work. A system-wide programme on "Prevention of workplace harassment, sexual harassment, and abuse of authority" was introduced in December. Circulars gave instructions on "Reporting of suspected misconduct" and on "Protection against retaliation for reporting misconduct and for cooperating with duly authorized audits or investigations".

The General Assembly is assisted in its oversight governance functions by the Independent Audit Advisory Committee, a subsidiary body of the Assembly which started functioning in January 2008. Its five members are senior-level experts in the field of financial audit and/or other oversight-related expertise.

The Committee provides advice on audit and oversight functions of the Office of Internal Oversight Services and the Board of Auditors. It will also assist on issues directly related to the Secretariat's accountability, such as suggesting measures to ensure compliance of the Secretariat's management with audit and oversight recommendations. The Committee's reports are submitted to the Fifth Committee of the Assembly through the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions.

Besides OIOS, an internal oversight body, and the Independent Audit Advisory Committee, a subsidiary body of the General Assembly, there are external system-wide oversight bodies reporting to the Assembly through the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions and the Fifth Committee: the UN Board of Auditors, the Joint Inspection Unit, and on human resources matters, the International Civil Service Commission, all independent bodies.

The multiplicity of internal and external bodies offers a strong risk of duplication, confusion and waste, which needs to be allayed by coordination and planning efforts.

Ethics

In January 2006, an Ethics Office of the UN Secretariat was created: it is responsible, in part, for managing and overseeing the new whistleblower protection scheme, it revised financial disclosure policies, and developed ethics training programmes for staff. UN Funds and Programmes may set up their own Ethics Offices – or be covered by the UN Secretariat's Ethics Office.

An Ethics Committee was then created in January 2008. Its mandate is to establish a unified set of ethical standards and policies and advise on complex issues raised by Ethics Offices or the Chairperson of the Ethics Committee which have UN system-wide implications. A Code of Ethics is also under consideration as a complement to the Standards of Conduct.

Human Resources

An article on the reform of the internal justice system of the UN has been published in AFICS Bulletin Vol. 68, No. 2, April 2009.

Types of appointments

Following proposals made in 1995 and seriously considered since 2002, the General Assembly approved on 24 December 2008 new contractual arrangements comprising three types of appointments – temporary, fixed-term and continuing – under one set of Staff Rules effective 1 July 2009. Permanent contracts (without time limit) were abolished, against the opposition of staff groups, but continuing appointments (also without time limit) could be granted under certain conditions at a later date.

Permanent appointments have long been criticized as giving undue employment security to staff, with the risk or temptation of neglecting their duties. Permanent appointments are a legacy of the League of Nations, the rationale being that these appointments would ensure the independence of staff members from governments' influence or pressure, somewhat similarly to the independence of judges. E. Childers and B. Urquhart proposed in 1994 that the system of permanent contracts should include a recertification point at which the Secretary-General could terminate the holder's contract with financial compensation, "either to change the mix of disciplines or because of palpable unsuitability". This proposal was not considered nor adopted by the UN Administration.

According to UN statistics for 2008, 65% of international professional staff were on fixed-term appointments, 79% of general service staff also held fixed-term appointments

Mobility

Following Annan's recommendations of 2006, Ban decided to make mobility a key plank of his mandate. Mobility is conceived as a way for the Organization to increase its flexibility and responsiveness, improve programme delivery capacity, offer increased staff development and career development opportunities and develop a more comprehensive understanding of the ability to address the many facets of the Organization's work programme through greater integration.

The new system would require that professional staff move laterally at every level – between P.1 to D.1 – prior to each promotion, a lateral move being defined as a change of office or duty station.

In December 2008, the General Assembly expressed its regret that the Secretary-General's mobility policies had failed to achieve their intended purposes. The Secretary-General suspended his mobility programme upon completion of an exercise limited to D.1-D.2, in order for a review to be undertaken with a view to developing proposals on this policy, in consultation with all stakeholders, including staff associations, some of which had expressed their strong opposition to the scheme. The Secretary-General was also to encourage voluntary mobility.

Gender balance

The UN framework governing the commitment to gender balance and women's empowerment includes the UN Charter, the Beijing Declaration of 1995, General Assembly and ECOSOC resolutions, and the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women. The Division for the Advancement of Women (DAW) was established in 1946 as the Section on the Status of Women, Human Rights Division, Department of Social Affairs. It became part of the Department of Economic and Social Affairs in 1996.

The International Civil Service Commission issued recommendations on gender balance in staffing in the UN system beginning from its 22nd session in 1985.

Calls at three global conferences on women – Mexico, Copenhagen, and Nairobi – and General Assembly resolutions decreed that the UN must provide leadership and an example for Member States by achieving gender equality for women at all levels and in particular at the decision-making levels (posts D.1 to ASG/USG). In December 1988, the General Assembly endorsed the Secretary-General's decision to deploy, on a full-time basis, a Focal Point for Women. This new office, through the Special Adviser on Gender Issues and the Advancement of Women, is mandated to report on the status of women in the UN System. The goal was then to increase the number of women in the UN Secretariat to 30 percent by 1990.

A Resolution of December 1995 called for 50/50 gender representation in managerial and decision-making positions by 2000; one year later, another resolution called for 50/50 gender representation for all posts by 2000; and a resolution of December 2003 called for the same proportion for Secretary-General's appointed special representatives and special envoys by 2015.

The Office of the Special Adviser to the Secretary-General on Gender Issues and Advancement of Women was created in March 1997. It is charged, in part, with the development of strategies and policies for the achievement of gender balance of 50/50 at all levels, professional levels and above, in the UN System.

In October 2009, the General Assembly approved the consolidation of this Office, the Division for the Advancement of Women, the UN Development Fund for Women (UNIFEM) and the UN International Research and Training Institute for the Advancement of Women (UN-INSTRAW) into a composite entity. The entity is led by an Under-Secretary-General reporting directly to the Secretary-General.

In a report of September 2008, the Secretary-General gave some statistics showing that the pace of progress towards the goal of gender parity had been “markedly slow, even marginal”, a “regrettable trend” to be addressed with urgency. In the UN System, the representation of women in the Professional and higher categories increased negligibly from 36.9 to 38.4 per cent between December 2004 and December 2007, a total of 1.5 per cent. In the UN Secretariat, the same representation only increased by 0.2 per cent during the period July 2006 to June 2008, from 37.4 to 37.6 per cent.

This marginal improvement was attributed in part to inadequate accountability, monitoring and enforcement mechanisms, lack of special measures for gender equality, and higher attrition rates for women as compared to men. Clearly, more dynamic leadership by senior managers, and perhaps positive discrimination for higher posts, are needed to overcome the culture of UN organizations. Policy directives and guidance are not enough.

Conclusion

Most Member States believe that the UN needs reform: the problem is that different groups of countries want different reforms in different areas.

In the management area, critics are generally right: the UN is too bureaucratic, and many recent changes have only added more bureaucratic rules and hurdles. Recruitment is too slow, political patronage at middle and high levels is still prevalent. More stress is given to nationality (geographic distribution) than to competence and merit in recruitment and promotions. Corruption is not widespread, but misconduct of various types has rarely been properly and promptly punished. The now defunct internal justice system was slow, repetitive and inefficient.

Unfortunately, the occasion of the 60th anniversary of the UN failed to produce a lasting new climate of hope and innovation for the UN and for world solidarity and cooperation. Member States’ delegates will need to engage in new negotiations and compromises : they all want the UN to continue, but for different reasons, belief in international cooperation, feelings of solidarity, prestige, advocacy for their own schemes, presence at the world stage, development aid – the world body, in spite of its obvious weaknesses, is still indispensable.

The UN Secretariat, with its mix of long-term civil servants and political appointees, is blamed for its resistance to change. The Secretary-General is trying to overcome this attitude. In a management retreat in Turin in August 2008, Ban blasted his top team for resisting change, lethargy and a tendency to micromanage. He said: “Department heads squabble among themselves over posts and budgets as though they somehow owned them. But UN agencies and programmes are not personal fiefdoms”.

Many management reform proposals are being made, some are approved and some are being implemented. Too many reforms? Too many oversight bodies? Too many rules? Not enough enthusiasm and motivation? A weak leadership?

Internationalist countries and groups should push their governments into promoting an effective reform of the UN and the UN system. They should help the Secretary-General in his reform efforts.

The UN needs reform – the world needs a better managed and more transparent UN.

Yves BEIGBEDER



OF CABBAGES AND KINGS

Misunderstandings, Misapprehensions, Mistakes

Not to mention misappreciation, misadventure, misbelieve, mischance, mischief, miscomprehension, misconception, misdemeanour, misnomer and just plain mishmash.

When I was young I would understand people who spoke to me. As I grew older, - sorry, more mature – I understood them less and less. I have now reached the stage when I hardly ever understand them at all.

Why is this?

Well, an expert on speech and hearing, Prof. Gail D. Chermak of Washington State University (they do do some strange things in Washington, don't they?) has stated that 2 to 5 per cent of all children have APD. What on earth is that? you will ask. It's Auditory Processing Disorder of course; if you aren't a Professor, you would just call it a failure to listen so that you get muddled. You have trouble distinguishing tangerine from tambourine, and bed sounds like dead.

So perhaps I have APD; and as I'm in my second (or third) childhood, I have it twice or thrice as bad. Let me leave Prof. Chermak to his disorders and get back to myself.

So, some people talk in foreign tongues. Foreign tongues are more difficult to understand than my own. And what is my own, anyway? My mother tongue is Urdu. But that isn't the tongue that's most easy to understand; that's English. OK, so let's settle on English as my easiest-to-understand language, or least-easy-to-misunderstand language or perhaps more commonly *First Language*.

So what is my first language? And does that mean the same as my mother tongue? What's the difference? This is such a difficult question that UNESCO set up a Committee to look for an answer. I suppose it is still searching.

I first realized that understanding people was a problem when one sunny weekend, my wife said to me: *I think you had better go skiing this weekend and not stay to clean the cellar.* As I got ready for my authorised outing our conversation continued and it emerged – after a bit of acrimony, I must confess - that what she had said was *I think you had better not go skiing this weekend but stay and clean the cellar* You will see that such misunderstandings can have serious consequences. (By the way, I am going to clear the cellar one day soon.)

Then there is the problem of hearing, or rather of not-hearing. It is inevitable that with age your hearing becomes feebler. It is also inevitable that you blame the other person. They don't speak clearly, you say. They mumble, you say. They are inaudible, you say. They look away instead of at you, you say. Anyway, the only thing that's clear is that it is their fault.

You would think that living day and night with your wife, you would be accustomed to her accents and intonation. Misunderstandings arise when conversing with strangers, not with someone you're accustomed to; certainly not your spouse.

Not so. Misunderstandings are most rife between husband and wife. I will give you a few examples of misunderstandings that we have had in the home in recent years. They are all true examples.

Talking about a colleague one day, my wife said to me: *He has an Irish wife.* What I heard was: *He has a varied life.* Actually he did have a varied life and he had an Irish wife as well so the misunderstanding was quite harmless. Would to heaven that all misunderstandings were the same.

Another case was not so harmless though it wasn't harmful either. We were talking about a juicy sex scandal that had been occupying the headlines and titillating the good folk of Geneva. One day the headlines announced that the jury had decided that it was not a *crime passionnel*. So, said my wife, *it will not be a light sentence.* What I heard was: *So it will not be a life sentence.*

In one exchange, my wife was talking about a friend who had gone to a seaside resort on holiday, *She's enjoying it*, she said. What I heard was *She's in Germany*. On another occasion, she was planning to go on a shopping spree and she said, *I think I'll indulge in a new jacket*. And what I heard was, *I think I'll go to Belgium in a new jacket*. So were we talking about Germany or Belgium?

One day she was reading one of those huge coffee table books, lavishly illustrated, about Egypt. *I'm reading about ancient Egypt*, she announced. What I heard was, *I'm reading about aging Egypt*. Which reminded me of Mark Antony moaning on his death-bed, *I am dying Egypt, dying*. And then my wife added, *They had all those slaves to work for them*. And I heard, *they had all those plagues to work for them*. Well, they did have plagues, didn't they?

Did you know that thirst can prove as deadly as plagues? One day, she said, *All right then, I'll die of thirst* (I suppose I had just refused to fetch her a drink or something trivial like that); and what I thought she said was, *All right then, I'll die of diapers*. I don't quite see how one could but perhaps, if one had a very boisterous baby...

We have a Chinese take-away nearby and we quite often resort to it. We both like Chinese food. *Chinese chews are nice*, she said one day. Well, of course they are, or we wouldn't have them. However, what I heard was *Tiny shoes are nice*. Not really; I imagine they would pinch, especially if you suffered from corns. Anyway, the time when tiny shoes were fashionable in China has long gone.

It's also nice to have some wine with your Chinese meal. *Would you like some more wine?* I asked her politely one day. What she heard was, *Would you like some more rice?* (Which was odd you see, because we were not having rice). Perhaps we could have compromised by having some rice wine, or perhaps even some nice rice wine.

Of course, rice can be fattening so you have to be careful. *I am half a kilo up*, she said. And I wondered why she was saying *I have to keep it up*.

We were talking about a friend who was holidaying in France. *He must be in Paris by now*, said my wife. And I wondered what she meant by saying, *He must be quite free by now*. Perhaps she was talking about the Bastille.

One day over lunch, I wondered why she was worried about her face. *What's the matter with my face?* she asked. It took several minutes of animated discussion to realize that what she had said was, *What's the matter with the taste?*

The *Transport Public Genevois* had decided – an idiotic decision – to change the route of the bus that we commonly used and make it pass right next to our building. One day as we were criticizing this change loudly and angrily, she said, *The buses used to be white*. What I heard was, *The buses used to have a light*.

He had an injury in his head, she declared out of the blue and I wondered if it wasn't her head that was injured. Why? Because I thought she had claimed *to have a jury in her hands*.

Unhappily, a few months ago, she had to have a spell in a clinic. On her return she reported that *They have a very good staff*, I was surprised because I thought she said, *They had a very good bar*. Well, she would have been lucky. The only clinics I've ever patronised didn't have any bars - nor could you have wine with your meals. Or without your meals, for that matter.

It wasn't mumps that necessitated her sojourn in the clinic though when she said, *She had meant to look after it*, I thought she was saying *She had mumps in the bathroom*. An odd place to have mumps, I thought. One can imagine having water on the knee or something like that in a bathroom but why mumps?

Talking about an elderly person who lived in our building, she said, *He married a young woman*, and left me wondering why she thought *He had married the wrong woman*. Well, he probably had, anyway.

Wimbledon is of course very exciting to watch. Unless you move your chair up close to the TV screen, you can't see the ball nor can you read the score board so much of the time you don't know who's winning or who's losing. Or as King Lear would have said, *...and hear poor rogues / Talk of court news; and we'll talk*

with them too, / Who loses and who wins, who's in and who's out / And take upon's the mystery of things, / As if we were God's spies. It's obvious that he is talking of tennis court news and is disputing whether a shot was in or out. You remember how McEnroe used to shout at the umpire about that?

And he's got lots of savoir-faire, said my wife, talking of Nadal; I thought she'd said *He's like Roger Federer.* She *doesn't like Andy Roddick;* and said so; I wondered why she suddenly had to confide that she didn't like *rabbit.* Neither do I; I mean to eat. And looking at her glasses which needed cleaning, she opined *These glasses are not very good.* And I thought she said *This Agassi is not very good.*

A large Australian claque was cheering Hewitt loudly. Hewitt was losing. *If he loses. it would be a big failure, wouldn't it?* said my wife. I agreed because I had heard, *That would be an Australian, wouldn't it?*

My wife was setting off to a bridge tournament. *If I want to win, I'll have to try much harder,* she said. I didn't quite see how it would help if she did what she said: *If I want to win, I'll have to fry Heinz Harder.*

We were talking about some friends who had just acquired Swiss nationality. *I suppose they were born here,* opined my wife. I thought she said, *I suppose they're from Borneo.*

I was doing the washing machine and asked her whether to give it 30 minutes or more on the drier. *Give it the maximum,* she said. I was puzzled because I thought she said, *Give it an aspirin.* Well, I couldn't find an aspirin so I gave up.

Be careful as you grow older, she kindly warned me one day as I set out on my crutches. I was embarrassed because I thought she had said, *Be careful of your odour.*

Am I being followed? I asked. She thought I said, *Are you being funny?*

As a matter of fact, I was trying, but I guess I had better stop now.

Aamir ALI



SHAKESPEARE FOREVER AND EVERYWHERE

While it cannot be claimed that Shakespeare has any particular connection with Geneva, he does have a couple of interesting links with our city. Firstly, there is the Martin Bodmer Collection and, secondly, there is the regularity with which his plays are produced in Geneva.

Martin Bodmer started his collection when he was 16 years old and his first acquisition was a Shakespeare edition. In 1952 he purchased for 330.000 \$ a complete collection of Shakespeare editions assembled by a Mr Rosenbach of Philadelphia: four complete Folio* editions and 55 Quarto editions*. In 1969 the Library of the University of Texas offered 60 million \$ for the complete Bodmer collection! (If one imagines that in Shakespeare's times these "Quartos" were sold for one shilling at the entrance of the theatres...).

The first collection of all Shakespeare's plays (except "Pericles"), entitled "Comedies, Histories and Tragedies" was published in London in 1623. Seven hundred copies were printed then and 228 of them still exist. The Folger Library in Washington alone possesses 82 copies.

The Bodmer collection is the proud owner of a copy of "Midsummer Night's Dreame" printed in the very beginning of the 17th century and carrying the stamp of the Geneva motto "Post Tenebras Lux". The Bodmer Library also has a first edition of Othello dating from 1622 and a first edition of the Sonnets dating from 1609.

Between 1990 and 2000 only a handful of copies of the Folio possessed by private owners changed hands. Even the Bodmer Collection sold seven of their Shakespeare books over the last years. In 1980 a copy of a Folio edition fetched the proud price of UK£ 313.000.

Secondly, the Guru of our Shakespeare-reading group, Aamir Ali, must have a secret arrangement with the Geneva theatres, because when we read "Anthony and Cleopatra", the theatre in Carouge offered "Antoine et Cléopâtre", when we read "Twelfth Night", La Comédie produced "La Nuit des Rois", when the group read "Macbeth", the Geneva Opera programmed Verdi's "Othello" and so on and so forth. (Some of you will say, what good is it to produce Shakespeare in French...)

Last year the group read "King Lear" and the Meyrin theatre staged "Le Roi Léar" with a French company. King Lear is the most sombre and hopeless piece that Shakespeare ever wrote. The main character was played by a rather dishy 40-year old who, with the help of gray colour and ash, vaguely resembled the supposedly 80 year old Lear at the time when he decides to split his kingdom between his three daughters. As you know, things did not really work out as he had foreseen and at some stage he found himself without a home and with just his fool and the Earl of Gloucester - whom he had formerly banished from his land and who out of loyalty returns and accompanies his king - on a lonely heath. You may remember that this moment on the heath, when Lear begins to realize how foolish he was to have given away his land and kingly attributes before his death, he really goes mad and a tremendous storm breaks loose. That is the occasion which all stage directors dream about and usually there is a lot of hullabaloo on the stage and the public's hearts get all worked up. The text marginalia indicate that Lear tries to take off his clothes but the fool and Gloucester prevent him from doing so.

But as modern theatre goes, where nudity on the stage has become commonplace, here Lear was allowed to denude himself totally and roll in the mud, dirty himself with all kinds of earth and leaves until he became unrecognizable. At that moment, his two companions threw an old army blanket over his shoulders and Lear jumped the stage into the public (this is called "interaction with the public"!!!) He squeezed himself into the second row, where unfortunately I was sitting, and lowered himself onto my new navy blue suit. Highly amused I asked him "mais, êtes-vous fou?", "bien sûr, he tells me, vous n'avez pas suivi la pièce?". Followed a bit of nonsense dialogue while the public got somewhat bored and his two colleagues asked him to come back on stage so that the play could continue. Which he finally resolved to do.

This was the only time in my life that a naked king sat on my knees. But the skirt had to go to the drycleaners.

Angela MEYLAHN

*A standard piece of paper folded once provided four pages, called "Folio", and was a suitable size for a collection of plays; folded twice, it provided eight pages and was suitable for an individual play; this was a "Quarto".



HUMOUR

Did you know...?

In Shakespeare's time, mattresses were secured on bed frames by ropes. When you pulled on the ropes, the mattress tightened, making the bed firmer to sleep on.

Hence the phrase ..."Goodnight, sleep tight"

*

It was the accepted practice in Babylon 4,000 years ago that for a month after the wedding, the bride's father would supply his son-in-law with all the mead he could drink. Mead is a honey beer and because their calendar was lunar based, this period was called the honey month, which we know today as the honeymoon.

OUR FRIEND ROGER IN GENEVA... AND ELSEWHERE (CONTINUED)

Let us continue the journey that is gradually bringing us to the present and our meeting with Roger in the AAFI-AFICS Committee.

PV. During our last interview, you confided that you were once again going to change your professional route.

Roger. Yes indeed. In January 1964. I left Swissair having applied for a job at the WHO, where I worked until 1985.

PV, So you went to join that strange world of the international civil servant in his ivory tower
Roger. You are exaggerating a bit. The "internationals" are fully integrated now and are no longer thought of as visitors from outer space. Anyway I became one of them.

PV. What was your job?

Roger. I was in the Diplomatic Pouch Section, but as I was interested in social questions in 1968, I transferred to the Personnel service.

PV. What event stands out the most?

Roger. In 1967, the difficult negotiations on General Service salaries fall through. Administration decided they would no longer receive the representatives of the staff associations and unions who in turn sent Dr. Burton, President of the WHO Staff Association, mandated by FICSA, to the UN General Assembly in New York. Dr Burton returned with the mandate to oblige all parties to reopen the discussions. The following year, 1968, General Service salaries were indexed on the cost-of-living in Geneva, the OFIAMT index, which increased all salaries and clearly revealed the wide differences between salaries of men and women for the same job. Children's allocations were also raised substantially for General Service staff to a level that was more in line with reality.

PV, What else do you recall?

Roger. In 1968 I took part in organizing the 20th anniversary of WHO, which had emerged in 1948 from the former health commission that had, in turn, depended on the League of Nations.

PV. You were working in the personnel service which would in present-day terminology be called the department of human resources. Did you work in the field or were you a bureaucrat?

Roger. Both. Every year the service dealt with some 14'000 candidates for permanent posts, fixed-term posts, temporary posts, candidates applying for a vacancy, internal and external candidates. You can imagine the mountains of files that had to be checked and filed. So I was a bureaucrat, a pen-pusher.

Then in 1975, I went with the UNHCR for four months to an emergency project at Nicosia in war-torn Cyprus. Medical supplies had to be replenished, medical aid to the victims had to be organized, and assistance was needed to re-establish a public health system. We worked on both sides of the demarcation line. I went to Famagusta, the principal port of Cyprus, that was completely devastated and the population had fled. I returned from this mission with the same bitter taste that I had felt during the last months of the Second World War. The murderous folly and absurd violence of man will obviously never cease. So, I worked also in the field and in contact with misery and despair.

PV. Roger, you are usually an optimist.

Roger. For all these reasons I cannot just stay alone in a corner. First, like every Swiss citizen, in 1968, I am enrolled in the Civil Protection Service, and in 1973 I become a chief of service. Our task is to teach the population to take shelter in the best possible way in case of war or disaster. Then I put my name down as a polling officer in the elections and voting department. I was later selected as a delegate and finally elected as

chairman to ensure that the different votes, and there are many, are correctly carried out. Each year there are several referenda, municipal, cantonal and national elections and my task is to control the urns at the university when the votes are counted. In this way, I take part in the life of my town.

PV. You retired in 1985, and in your case one can say it was well deserved. But I cannot imagine you sitting all day in front of your television watching programmes that all too often have nothing to say.

Roger. Absolutely not. Life does not end with retirement, in fact it expands and one has more freedom. We do not want to tire our readers, but I can still tell you about Mali, Kenya and Jerusalem.

PV. So, see you soon.

Pierre VANGELEYN
after listening to Roger

THE BULLETIN OF THE AMICALE DU BIT

Through a strange chain of events, a complete collection of the *Bulletin de l'Amicale du BIT*, from 1941 to 1951, found its way into my hands last year. I am most grateful to Siegrid Cochard for this precious gift. The collection is now safely filed away in the ILO Archives where, very surprisingly, it did not already exist.

Good friends of Siegrid's were clearing out their parents' attic in Chêne-Bougeries when they stumbled across a dusty leather-bound folder of old documents. They were about to throw it out when they saw the words "Bureau international du Travail" and thought it might be of interest to their friend.

The collection had belonged to a certain René Colsenet who was on the Committee of the *Amicale*. He started in the ILO in 1921 and was a translator with the Legislative Series in 1940. Fortunately for us, he carefully filed all his back issues of the *Bulletin*. How they ever got into the attic in Chêne-Bougeries remains a total mystery. But what a gem!

The "*Amicale des anciens fonctionnaires du BIT*", of which this was the two-monthly news bulletin, was founded on 19 July 1940 by about a hundred ILO officials who had been suspended or terminated at the outbreak of war. This group of mostly Swiss nationals remained in Geneva and coped as best they could in the circumstances by discussing their mutual problems and ways of assisting each other to find temporary jobs; looking after the storage of personal belongings and furniture of the 150 or so officials who had had to leave in great haste; keeping in touch with their Montreal-based colleagues and major ILO events (New York and Philadelphia Conferences) on the other side of the world; and, of course, defending their entitlement to reintegration into the ILO after the war.

No documentation appears to exist on who was on the "Comité d'initiative" of the *Amicale*, but Jean Desplanque was certainly one of them and an indispensable committee member for many years, acting as its legal adviser on questions of taxes (not something ILO officials knew much about!), relations with the Swiss authorities, etc. As of 1941, they were provided with premises at 2 rue de la Tour-de-l'Île in which they were able to meet twice a week to discuss their mutual concerns. Social get-togethers, language courses, ski trips and gymnastics classes were also organized to keep morale high. Colleagues in far-flung places were encouraged to send news of themselves and their families which was then published in the *Bulletin*, thus ensuring the continuation of pre-war camaraderie.¹

After the war, a similar association of former officials of the League of Nations merged with the *Amicale du BIT* and in 1955, this expanded *Amicale* transformed itself into what we now know as the Association of Former International Civil Servants (AAFI-AFICS), of which Aamir Ali was Chairman in Geneva for many years.

Fiona ROLIAN

Extract from ILO Friends Newsletter, No. 48, May 2010.

¹ Melitta Budiner, *La période de guerre, 1939/40-1945*, in ILO Friends Newsletter, No. 4, December 1987.

FROM McDO TO IPOD



There was a time when comparisons of purchasing power in different locations were based on the number of working hours necessary to enjoy a BigMac be it in Moscow, Rio or New York. Progress has ousted the humble hamburger. Today, the yardstick is the iPod. According to a UBS survey, a wage earner in Zurich and New York will have to work only 9 hours to be able to purchase an iPod Nano 8 Go of memory. At the other end of the scale, in Mumbai the wage earner will be able to buy an iPod only after 177 hours of toil. Between these, other towns can be listed: Amsterdam 13.5, Athens 24,5, Bangkok 66, Berlin 14, Brussels 13, Budapest 68.5, Copenhagen 11, Dublin 10, Geneva 10, Helsinki 12.5, Istanbul 56, Cairo 105, Lisbon 19.5, London 11, Luxembourg 10, Madrid 15.5, Montreal 10.5, Moscow 36, Nairobi 160, Nicosia 15, Oslo 10.5, Paris 15, Peking 73, Prague 43, Rome 19.5, Santiago 69.5, Singapore 27.5, Stockholm 11, Tel Aviv 22, Tokyo 12, Vienna 14 and Warsaw 45.5.



Elisabeth BELCHAMBER

Source: Salaries and Prices, UBS



UNTAC: REMINISCENCES OF THE MISSION ACCOMPLISHED

IN MEMORY OF VLADIMIR BALASHOV

The United Nations Transitional Authority in Cambodia (UNTAC) was set up in February 1992 to implement the Paris Peace Accords of October 1991, the product of intense diplomatic activity over many years. Its job was to restore peace and civil government in a country ruined by decades of civil war and neglect, to hold free and fair elections leading to a new constitution and to 'kick-start' the rehabilitation of the country.

I was selected to join UNTAC and assigned to head the UNTAC Provincial Civil Administration in Kampong Speu. Working on behalf of Mr. Yusushi Akashi (Japan), Special Representative of Secretary-General for Cambodia I was to exercise direct control over the existing local authority representing the regime of Phnom Penh and co-ordinate all UNTAC operations and activities in this province including those of the Civil Police, Military and Electoral components, with the sole purpose to prepare and conduct elections in April until May 1993. In the province of Kampong Speu we had to start from scratch. It was not an easy task to make the provincial office operational within a couple of weeks in a place with no water, no electricity, no decent living and office accommodation, and plenty of ceasefire violations, land mines, as well as health hazards.

What impressed me in Cambodia were its people especially their cordiality and their desire for peace. Mixing with Cambodians I understood that they did not want see any more violence.

The Province of Kampong Speu with the population of 500,000 was considered to be the richest among the poorest provinces where life remained at subsistence level or even worse.

The province was heavily land-mined. Our special problem was that the fighting factions in Cambodia refused to make the maps of minefields available to UNTAC. The minefields had a tendency to enlarge during river floods because plastic mines could float and end up in places where they are least expected.

The situation became aggravated by the flow of many thousands of Cambodian refugees from Thailand. There was not enough land available for them to settle because of land mines.

The most important factor which threatened the security of Cambodia was the activity of the Khmer Rouge, whose genocidal reign of terror in the mid-1970s killed an estimated one million Cambodians. The Khmer Rouge refused to co-operate with the UN peacekeeping operation and did whatever possible to disrupt the peace process. In the province of Kampong Speu, a band of the Khmer Rouge attacked an outpost of the Bulgarian Battalion and killed six Bulgarian peacekeepers.

Another issue in Cambodia was local traffic. The rules of traffic were governed by easy going ways of Cambodians than by any set of regulations. Hence, traffic accidents involving both local people and UNTAC personnel.

My first day as UNTAC provincial director began with a visit to the local American Red Cross Hospital where three Cambodian patients had emergency surgery following the traffic accident involving a high-ranking UNTAC military officer. When I learned that one of the injured, a 24-year-old girl, had to face an amputation (she had both legs broken), I recalled my own two daughters and decided to do all my best to help that poor Cambodian girl. I rushed to Dr. Heinz Gerngross, Medical Director of the German Field Hospital in Phnom Penh, for immediate help. He sent to Kampong Speu Dr. Klaus Meyer, the hospital's best operating surgeon, to examine the girl. The surgeon's conclusion was to have corrective surgery to avoid amputation. This enhanced the hope that her legs could be saved. Every second day I visited the hospital to see the girl and cheer her up. One day I told her that I would stay in Cambodia until she recovered so that she would have her first dance with me. It was the first time she smiled since that accident.

Ms. Poul Thawy had four corrective surgeries. However, her injuries were serious and the threat of gangrene left no alternative but for the amputation of her left leg between her hip and knee. I did my best to get her an artificial limb (prosthesis) and made arrangements for the money compensation from UNTAC. The UNTAC Claims Review Board decided to pay Ms Poul Thawy \$13,000.

The story of the wounded girl from Kampong Speu moved many of my UNTAC colleagues, who sent her their donations.

Before living Cambodia I received a letter from Ms. Poul Thawy. She called me "grand père bien aimé et vénéré". Enclosed with the letter was *karma*, a traditional Cambodian scarf. Upon my return to New York, I received another letter from her informing me that she had married her Cambodian boyfriend. The wedding photo was also attached.

My experience in Cambodia showed that understanding of people's basic needs, compassion and readiness to help them, opened up the way to their hearts.

The most important achievement of UNTAC was the preparations for and conduct of democratic elections in May 1993. Right up until the elections the Khmer Rouge threatened to attack the polling stations and UNTAC offices. Additional security measures were taken. Firing positions and shelters were built around UNTAC provincial and district offices. Helmets and bulletproof vests were issued to the staff of these offices and all election officers. The Bulgarian Battalion increased their state of preparedness to meet any military attack against the "soft targets" like polling stations.

Twenty parties took part in the elections. UNTAC oversaw the electoral campaign and registration of voters, as well as the elections. Nearly 90 per cent of the registered voters cast their ballots to elect a Constituent Assembly.

In Kampong Speu a group of American observers led by Senator John McCain (Republican Presidential Candidate in 2008) visited some voting stations and found that voting was conducted in "a comparatively free, fair and democratic manner".

In September 1993 the Constitution was proclaimed and the new government was inaugurated.

The UNTAC mission was coming to its end when UNTAC leaders decided to allocate to every provincial office \$10,000 to implement in its area of responsibility a last minute project benefiting Cambodians. The allocated sum was hardly enough to drill a few artesian wells. We in Kampong Speu decided to build a primary school made of bricks on the site of a wooden school burnt by the Khmer Rouge. \$10,000 was spent on building material. The construction workers were soldiers of the Bulgarian Battalion. The school was built

in New Oral district in memory of a Bulgarian soldier killed in action there. The building was finished just in time for the beginning of a school year.

We left Cambodia with the feeling of mission accomplished. The mission was a tough one. But it could have been even more difficult if not personal courage, professional distinction and dedication to UN ideals with which the staff of the UNTAC Provincial office in Kampong Speu performed their duties. It is with great pleasure and gratitude I refer to the names of Mr. Patrice Mikanagu, Deputy Director, Ms Emanuella Di Canio, Director's Assistant, Peter Lao, Financial Controller, Mr. Achmed Mochtan, Provincial Human Rights Liaison Officer, Charles L. Rose, Provincial Electoral Officer, Mr. Carlos Valenzuela, Assistant Provincial Electoral Officer, Mr. Vladimir A. Balashov, Electoral Officer, Mr. Uttan N. Malla, UN Volunteers Officer, Mrs. Victoria Bernardo, Civil Administrative Officer, Ms Jasmine Ho, Civil Administrative Assistant, Ms Juliet Michuki, Civil Administrative Assistant, Ms Karin Svadlenak-Castro, Civil Administrative Assistant. I always put all my trust in my staff and they never let me down.

«Blessed are those who make peace, for they shall be called the Sons of God» (Matthew 5:9). Peacemakers who sow in peace raise a harvest of righteousness.

Now, looking back I count as dear and indelible the memory of those days of UNTAC Mission.

Vladimir YULIN

Note: Mr. Vladimir Balashov, to whom this text is dedicated, was detached from the Russian Translation Service, UNOG, to UNTAC where he won the respect of UNTAC and local staff alike. On his return from Cambodia he tragically died in a skiing accident in France.



BOOK REVIEW

« *Backstabbing for Beginners, My Crash Course in International Diplomacy* »,
Michael Soussan (Nation Books, 2008).

This is an extraordinary and shocking book on UN ineptitude in ill-managing the Oil-for-Food Programme, the largest humanitarian operation, manipulated by Saddam Hussein's government with the connivance of the permanent members of the UN Security Council.

Written by a young, naïve University graduate recruited by the UN for this Programme, aimed at overseeing the use of 64 billion petrodollars, the book describes his struggle with the increasing paranoia of his elusive and corrupt boss within the UN Kafkaesque bureaucracy at its senior level. He is plunged into a world of spies, corrupt oil tycoons, dysfunctional diplomats (some of them clearly corrupt), big business firms and conniving banks, within a background of diplomatic tensions and bureaucratic rivalries. He discovers that Saddam Hussein is extracting illegal bribes while UN officials turn a blind eye, claiming that they were unaware of such fraudulent practices. They also claim that it was not their responsibility to hold the Iraqi regime accountable. On 8 March 2004, a *Wall Street Journal* published Soussan's revelations, urging that the UN should not stonewall efforts to have an independent investigation. Soussan, the unwelcome whistleblower, was then accused by his UN superiors of causing damage to the UN and embarrassment to the Secretary-General.

One week later, Kofi Annan appointed Paul Volcker to lead an independent investigation into the allegations of mismanagement and misconduct in the Programme. Soussan's boss, the Executive Director of the Programme, who had reportedly accepted bribes, is enjoying impunity, his bribes and his full UN pension in his Cyprus refuge.

This was the black side of the UN: fortunately, there was Sergio di Mello, and there are HCR, UNICEF and WFP, the UN Human Rights Commission, UN peacekeepers, (among others) and specialized agencies to show the bright side of the UN system.

Yves BEIGBEDER

LETTERS TO THE EDITOR

INSIDE AND OUTSIDE THE MENAGERIE

Since leaving the UN I have had to stand on my own two feet. No longer is there somebody to run to, in the Pensions Office or in Personnel, to sort out my problems. In fact I have always considered that having worked in an international organization, this experience should rather guide me in how to live my life on the outside of the menagerie. However, recently I have been astounded to discover how little former staff have gleaned, and that many of them are at a total loss how to handle their everyday problems. Specifically this seems to stem over banking facilities. So many seem to have fears over taxation and even some believe the banks own their monies! It is a fact that whilst on the 'inside' many burdens were undertaken by the organizations and we were exempted from some taxes. However once you are 'out', you must do your own thing. I believe there is a lack of initiative looming over former staff, which is surprising, when considering ourselves as international civil servants. One would tend to think we are the ones people run to for advice and guidance. Sadly, it is the other way round. Recently I sent a letter to AFICS concerning AMFIE. I thank AFICS for publishing it and for forwarding on the names of former staff interested in its contents. However, where initiative is concerned, I wondered why AFICS had been asked for information on AMFIE's activities, when my name as AMFIE Coordinator appeared in the letter and figures too in AFICS' Address List, an important publication and of vital interest to us all. Through it we can contact erstwhile inmates. No other such important information is obtainable elsewhere. I hope the workload of AFICS can thus be somewhat reduced. Their benevolent staff have more than enough to do. Thank you all.

Joy PATTINSON



OPEN DAY: AA ANIMAL HEALTH CENTRE

Saturday 8 May 2010 was Open Day for a comprehensive clinic for animals in Nyon, Switzerland.

A demonstration had been organized outside the clinic by a qualified Dog Trainer who put a Belgian Shepherd through his paces to the delight of onlookers, some of whom then tried their hand at getting the dog to obey. He did!

Inside, whilst vet. Dr. Capozzi welcomed visitors, vet. Dr. Labarthe, gave another demonstration in his specialist subjects of orthopaedics and acupuncture.

The clinic has a special bath with adjustable rubber platform so that dogs of different heights could emulate swimming in their own depth. A special round shower/bath lends ease of movement during shampooing, and being glass sided, removes some of the anxiety some animals may feel.

The clinic has an X-ray section and conducts its own analyses, dispensing with both the need to send samples away and long delays experienced when waiting for results, especially during holiday periods. A fully-equipped Operating Theatre means animals are cared for immediately and on the spot.

An esthetics section assures dogs emerge well trimmed after a shampoo and set. The first available appointment was over a month ahead, proof of its success. There is also a cattery.

Open Day was a well-organized event with a splendid variety of short-eats. The staff could not have been more helpful.

Mrs. Ostin, in charge of the Esthetics Section, trimmed two giant poodles. One silver and the other snow white. They left with customary aplomb.

All veterinary skills are available including dentistry. Proprietary food brands are on sale and staff readily give advice on which is best for your pets. They generously handed out samples.

It was a day to remember because many dogs were led with their owners to a photo shot area, where a qualified photographer thoroughly enjoyed lining up the pets to show their best angles. Arrangements were even made to email these to owners.

A lot of attention was paid to details. Something that is all important when treating pets.

AA ANIMAL HEALTH CENTRE

**Rue Joran 8b,
NYON** (022) 365 69 69

DOG INSTITUT, Centre d'esthétique Canine,

**Rue Joran 8b,
NYON** (022) 365 69 68

Joy PATTINSON



NOUVEAUX MEMBRES

NEW MEMBERS

BERRANGER Paule # (UNOG)	Chemin Dr. A. Pasteur 8 CH-1209 Genève	0041 22 740 0428 pberranger@hotmail.com
BERTHIAUME Christiane # (WFP)	190 route de Bellevue FR-74160 Bossy	0033 450 953 245 christianeberthiaume@gmail.com
BLUNT Alice C. # (WMO)	Rue Schaub 46 CH-1202 Genève	0041 22 734 1482 aliceblunt@hotmail.com
BOFILL Marie-José (UNHCR)	Route de Vireloup 96 CH-1239 Collex-Bossy	0041 22 774 0574 mariejosebofill@yahoo.fr
BRICENO Salvano (UNOCHA)	171 rue d'Arbère FR-01220 Divonne-les-Bains	
CANALES Rita (ITC)	C/ Orion-Urb. Brisas de los Naranjos Bloque 2, Puerta 1- 2ºD, ES-29660 Nueva Andalucia, Marbella	0034 627 697 689 ritamcanales@gmail.com
CHANTRANUWATANA Udorn # (UNOG)	Chemin de Chambésy 14 CH-1292 Chambésy	0041 79 343 7388 chantranuwatana@gmail.com
CIENIEWICZ Estanislav J. (UNOG)	16 rue du Chablais FR-74100 Annemasse	0033 450 373 408 cieniewicz@neuf.fr
CRUTCHLEY Indrani (OHCHR)	104 A Tikiriraja Mawatha Bandarawatte, Gampaha Sri Lanka	0094 33493 3418
DECOUZ Elisabeth (UNOG)	119 Champs des Crêts Brétigny FR-01280 Prévessin-Moëns	0033 450 424 304 elisabeth.decouz@yahoo.fr
DELACHAUSSÉE Patrick (UNOG)	1 route des Diots FR-74200 Anthy-sur-Léman	0033 450706 095 pdelachaussee@orange.fr
DELAUNE Denise (WIPO)	Grand' Rue 40 CH-1297 Founex	0041 22 756 4070
EUSSLER Eva-Maria #	Sichenhausserstrasse 16A DE-36355 Grebenhin	0049 6644 7290
GASSER Hans-Peter (UNOG)	Rue de Rive 16 CH-1202 Genève	0041 79 477 0848 hpg_ch@yahoo.com
GOMEZ DE LA TORRE Antonio # (UNHCR)	Résidence Sauverny Village E2 138 route de la Douane FR-01220 Sauverny	0033 450 427 904 gomez-de-la-torre@wanadoo.fr
GRZESIAK Henri	Chemin du Champ des Pierres 2 CH-1272 Genolier	0041 22 366 2086 henrigrzesiak@hotmail.com
GUNDERSON James # (UPU)	Buristrasse 24, CH-3006 Berne	0041 31 951 9029
HUIZING SAHITI Mildred # (JIU)	Rue Butini 13, CH-1202 Genève	0041 22 738 5966 mhuizing@bluewin.ch
HUYNH CONG My # (IFAD)	121 Avenue Orban BE-1150 Bruxelles	0032 2 771 3800 myhuynhcong@hotmail.com
JACQUEL Jeannine # (UNOG)	15 avenue des Alpes FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 429 307 jacnine@wanadoo.fr
KIANIAN-FIROUZGAR Shahnaz (UNICEF)	Chemin de l'Acaffy 3 CH-1297 Founex	0041 22 776 5914 skfirouzgar@aol.com

KOKA Hara P. Rao (UNHQ)	Avenue du Bouchet 8 CH-1209 Genève	0041 79 454 8866 koka_hari@hotmail.com
LUSTED Norman (UNOG)	110 Le Tutinet, FR-01170 Cessy	0033 450 416 430 nlusted@wanadoo.fr
MASSABNI Micheline M.# (UNCTAD)	Chemin de la Chevillarde 44 CH-1208 Genève	0041 22 735 2806 massa_922@hotmail.com
NARKEVITCH Natalia # (UNEP)	Route de Vireloup 39 CH-1239 Collex	0022 774 4643 natalia.markevitch@bluewin.ch
OLESEN Sue (WIPO)	8 chemin des Moraines FR-01630 Saint-Genis-Pouilly	0033 450 427 125 susan.olesen@orange.fr
PARDELL PEREZ Maria Ascencion # (ITU)	Avenida de Roma 109-111, 2°- 2a ES-08029 Barcelona	0034 618 688 318 bulcano1@gmail.com
PATRICNY Oliver (UNOG)	Chemin de la Bruyère 52A CH-1197 Prangins	0041 79 600 8087 olivierp@yahoo.com
QUASHIE-IDUN Elizabeth (UNHCR)	Rue des Bugnons 10 CH-1217 Meyrin	0041 79 286 6556
RAY-GANDY Anne-Marie (UNOG)	127 route du Fer à Cheval FR-74160 Collonges- sousSalève	0033 625 211 146 araygabdy@yahoo.fr
SABRIE Colette (UNOG)	16 avenue des Alpes FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 280 375
SAINT-JAL Chantal # (UNOG)	331 chemin de la Vigne des Pères, La Côte FR-74580 Viry	0033 450 044 589
SALIN Rémi (UNOG)	96 rue du Journans FR-01170 Segny	0033 450 418 814 remi.salin@orange.fr
SIMON-VIANES Françoise # (WIPO)	3 rue du Mont-Blanc FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 405 459 fsimonvianes@gmail.com
STEINER Alba (WIPO)	70 chemin de la Planche Brûlée FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 421 974 albasteiner@hotmail.com
THONNART Jean-Pierre (UNOG)	67 Impasse du Meunier FR-01170 Cessy	0033 450 414 794 jp_thonnart@yahoo.fr
VAN KLEEF Gerrit J. (UNECE)	Hoge Wereweg 66 NL-9756 TK Glimmen	
VIERA RODRIGUES Arley (ITU)	Rue Gardiol 9 CH-1218 Le Grand-Saconnex	0041 22 5577 232 arleyviera@gmail.com
ZURERA CASTRO José (UNOG)	Quai Charles Page 7 CH-1205 Genève	0041 22 320 9857

ILS NOUS ONT QUITTÉS

THEY HAVE PASSED AWAY

UNOG – ONU GENEVE

ADAMS E.	16.11 2009
ATTAFUA Akua	11 01 2009
CHUTIVANICH Sumalee	21 11 2009
FEVRAT Renée	19 04 2010
FIGUEIREDO Antonio	11 04 2010
FOURNIER Marie-Thérèse	09 02 2010
GAWRONSKI Wiktor	03 01 2010
GUY Michel	01 02 2010
JAHN Roswitha	25 10 2009
MARCONI Anne-Marie	05 11 2009
MATTHEWS Ian	10 01 2010
MAZAUD H.P.	30 01 2010
MINARDI Vittorio	05 01 2010
SAENGER André	11 11 2009
SHERGOLD Michael	20 01 2010
TOH SIEW LUAN Susan	26 11 2009
WALL Maria	19 12 2009

UNCTAD – CNUCED

WOODFIELD Anthony W-	15 01 2010
----------------------	------------

UNECE – CEE ONU

NOTEL Rudolf Paul	01 12 2009
-------------------	------------

UNHCR

BARNES Thomas J.	04 04 2010
BARUXAKIS Lucien Thomas	10 03 2005
GUÉNARD Rosemary	04 04 2010
SHERGOLD Michael Ewart	20 01 2010

GATT

HORTLING Nona	07 03 2010
LEDDY Margaret	30 09 2009
MATHEZ Anastasie	07 10 2009
SCHMIT Janine	14 11 2009

ILO – BIT

ADANT Philippe	07 04 2010
AGOSTINONE Valerio	15 06 2010
ATKINS Janet	09 06 2010
BOYE Sven	20 12 2009
BOYER Gisèle	28 11 2009
CAVOLI Fausto	02 03 2010
CLEMENT Paul Jules	21 01 2010
CROSBY I.	21 01 2010
CRUDELE Tommaso	14 02 2010
CURLAT-PAISANO Carlota	06 01 2010

DEMONSANT Marguerite	04 12 2009
DRUCKER Manuel	17 11 2008
EMERY Thierry B.	24 12 2009
EUVRARD Anne-Marie	09 03 2010
GEHRIG André	02 06 2010
GRIEVE Beatrice Mary	02 11 2009
HALSET Evelyn D.	27 12 2009
HARDER Elisabeth	07 05 2010
HASSMANN Alfreida.M.	17 12 2009
HOLDEN Robert	20 12 2009
ILES John C.	23 12 2009
LANGFORD Norman	10 11 2009
LEFEVRE Charles	08 04 2010
MEJIA CASTRO Aristides	10 03 2010
MURRAY Robert C.	13 01 2010
PICARD Jean-Paul -	11 01 2010
REUS CANDELA Magdalena	09 12 2009
RODRIGUEZ Saus	22 12 2009
SHEARER Iris G.	22 11 2009
SULMONI Mario	23 12 2009
TCHISTOTINE Alexandre	14 11 2009

ITC – CCI

RIGOULET Jacqueline	24 12 2009
---------------------	------------

ITU – UIT

BARABAS Pamela Ann	29 11 2009
DELACRETAZ Louise-M.	09 03 2010
FABBI Fabienne	22 03 2010
GENDRE Jean-Claude	03 05 2010
GOLZI Giorgio	03 04 2010
KUMMER Janine Suzanne	17 02 2010
MAO Yu Yueh	21 12 2009
OLDCROFT SHELDRAKE Liliias	21 02 2010
PLUMEY Damian	21 04 2010
SAIF EL BANE (MARTI) Isabelle	08 03 2010
SENUMA Yoshimasa	03 02 2010
SMITH Katherine	14 12 2009
TARJANNE Pekka	24 02 2010
WALT Roger	11 03 2010

WHO – OMS

ALBUQUERQUE Paulo C	11 12 2009
ALY Abdel Monem	14 04 2010
BALDASSINI Marchesi B.	19 11 2009
BENGOA José M.	18 01 2010
BRZEZISKI Zbigniew J.	18 12 2007
BURKE Letitia M.E.	20 09 2009
BURROWES Angela	02 05 2010

CARMELI A.	22 12 2009	CHANG S.	22 10 2009
CHRUSCHEL T.	11 02 2010	CLAXTON Vijaya	23 12 2009
COSTA AGUIAR Maria Luzia	07 12 2009	EL BAWAB Sayed	08 09 2009
DAMSTRA Thressa	09 12 2009	FERNANDEZ-DIEGO Manuel	16 01 2010
DEBLOCK Odette	02 12 2009	FLEXNER Elizabeth Ann	30 12 2009
DOS SANTOS Maria	30 11 2009	GALLAGHER John S.	31 12 2009
ELIAS Ibrahim Fayez	31 10 2009	HENRIQUEZ Pedro	04 12 2009
ESPINOZA ROSAS Luis A.	30 01 2010	HYDE Luther Willis	01 01 2010
FERNANDEZ Bonifacio	20 12 2009	JELENC Danica	25 10 2009
FERULLO Anne Marie	03 01 2010	JENNINGS Richard	18 02 2010
FRICKE EDEL Adriane Adele	20 01 2010	KARWACKI J.	20 02 2010
GARCIA Erazo A.	29 12 2009	KEPPEL Grace	05 12 2009
HADDAD Wadad	10 01 2010	KOERBER C.E.	09 12 2009
KAO Shi Who	31 01 2010	LAROYA Hans Raj	27 11 2009
KEY Unyye	06 11 2009	LAVIN Kevin	03 12 2009
KRISHNAN Sulochana	15 02 2010	LENOBLE M.E.	25 10 2009
KUO You Tseng	04 02 2010	LESTELLE Patrice	29 12 2009
KUPFERSCHMIDT Hans	24 01 2010	MENENDEZ Maria Luisa	10 12 2009
LOCHORE Marie	25 01 2010	MUTEBA Ernest	13 01 2010
MAHFUZ ALI Syed	06 12 2009	MUTTER Rudolph	13 02 2010
MAMBOURY Josette G.	12 12 2009	NEWLANDS Kathleen	25 12 2009
MILANDOU Jean-Baptiste	10 12 2009	NICOLLE R.	04 01 2010
MONTANO Salvador F.	15 01 2010	NOLA Francesco	08 05 2009
MORGAN King C.	25 01 2010	OBRDLIK Sonia	May 2009
ODETOYINBO Joshua A.	08 11 2009	PEARL Anne	03 12 2009
OUTSCHOORN Aubrey S.	18 03 2009	PEREZ-AMPUDIA	28 01 2010
OZOLINS Guntis	16 12 2009	PET Rogelio C.	14 01 2010
PLEIC Ratoko	29 11 2009	PIRES Dimas A.	05 02 2010
POLICARPO Joao Andre	25 08 2009	RANALLO Eleanor	24 11 2009
PRASAD M.	08 11 2009	ROSNER Milton Stanley	20 11 2009
RANOTRA Des Raj	25 12 2009	RUTIGLIANO Nicholas	27 11 2009
PRILIPKO Valentina	29 10 2009	SAKSENA Yogesh	21 01 2010
SHRESTHA Laxman	16 11 2009	SIMONE P.L.	02 02 2010
SOME Kaya Antoine	15 10 2009	SLATTERY James	24 01 2010
STACHURA Stamoséawa K-	11 01 2010	STAHEL Albert Walter	21 12 2009
TAN A.	16 02 2009	STIPONOV Linda	06 12 2009
VELIMIROVIC Boris	09 01 2010	SZEP N.	16 02 2010
YAO Kuan Mu	14 11 2009	THAMPI K-P.	26 12 2009
ZAHAR Laila	24 04 2010	TWARDOWSKI C.B.	04 01 2010
		WALLIS Johanna	16 11 2009
		WILLIAMS Alice	27 01 2010
		ZARKOW C.L.	27 08 2009
		ZUCKERMANN Elfriede	17 01 2010
WIPO – OMPI		ECLAC – CEPALC	
BOYTHA Gyorgy	07 02 2010	BERNAL Hector	08 11 2009
		MARZULLO Carmen	18 12 2009
		MOTA Vivian	05 01 2010
		MULLEN Joserh William	11 11 2009
		ROJAS Alberto	27 11 2009
WMO – OMM		FAO	
BALERIOLA Enrique	19 01 2009	ADAMIK Karol	12 11 2009
DOOS Bo Richard	12 01 2010	ASLITURK Mustafa	06 06 2005
GARVIN Jean	21 10 2009	AZELLINI L.D.	04 02 2010
SEID Zara	15 02 2007	BARTELS Johan	18 02 2010
		BHATTI Sakina	31 10 2009
UNCHS		BOJILOV Liliane	14 12 2009
ALVAREZ STEWART Duncan	30 12 2009	BOMMER Dieter	28 01 2010
		CROUAIL Marie-Claude J.	28 01 2010
UNHQ – ONU NEW YORK			
ANDERSEN Knud	13 01 2010		
BEEFTINK F.G.	20 01 2010		
BRETTON H.	07 11 2009		
CALATAYUD Rosario	11 12 2009		

DASANANDA Sala	07 01 2010	GONZAGA G.	25 09 2009
DAVIS Gillian	15 02 2010	HA-VINH Phoung	13 01 1020
DEMARTEAU CHAUVIN Hélène	22 01 2010	HOUTERMANS Theresia	05 12 2009
DINO P.	02 02 2010	KERR Margaret Jean	05 01 2010
EL SAYED Fauzi	04 9 2008	MUEHL A.	05 01 2010
ESMAIL Mohammad A.	23 09 2009	TWERSKY Doriana	22 01 2010
EVANS Terence	14 02 2010	YUAN Hong-Chien	17 11 2009
FERNANDEZ-DAMBOREN F.	02 02 2010		
FERRI Italo	08 01 2010		
FRANCONI Elio	29 01 2010	ICAO – OACI	
GREEN-GUGLIELMI Sylvia	14 01 2010	APONSO Charles Wilfred	15 02 2010
GULCUR Hatice	14 01 2010	BUREAU Hercule	19 11 2009
HAMERSLEY Dorothy	05 01 2010	BUSTON Kathleen	24 12 2009
HANSEN Esther	25 12 2009	CALERO PARRA Luisa	23 08 2009
HILLS Carter	08 12 2009	ELLE B.	27 11 2009
IBBA Paola	08 12 2009	GILLET J.S.	12 12 2009
KIM Myung Hee	15 11 2009	LARROSA LOMBARDI Pia	27 06 2009
KIRSCHBAUM Alfred Anton	15 07 2000	MONTGOMERIE Jane B.	05 12 2009
KREBS Clara	24 11 2009	ST PIERRE T.	29 04 2009
LE HOUEROU Henri Noel	20 12 2009	TRAD Andre Richard	09 02 2010
LOPEZ SANTOS Jose	09 01 2010	VLAHOS D.	05 02 2010
MERCEDES C.J.	30 10 2009		
MURPHY Peter Thomas	07 06 2009		
NARDELLI-MARTONI Anna M.	11 02 2010	IFAD	
OTTAVIANI Armando L.	01 01 2010	GRANDE Dagr��n	22 11 2009
PAREWICZ Regina	14 03 2009		
PARMEGGIANI Vec	29 11 2009	IMO – OIM	
PELIZZA V.	16 01 2010	DE FRANCHIS Francisco	01 12 2009
PIERRARD Gaston	25 11 2009		
PIETRANGELI Gianfranco	22 02 2010	UNDP – PNUD	
PREMPEH Duah A.	25 12 2009	ABBASI Narjes	19 11 2009
PUNNAHITANANDA U.	25 01 2010	AHADJI Maurice	09 06 2009
RICCIARDI Carla	17 01 2010	AL-ZOUBI Fadeah Salem	03 12 2009
RUBIO Rafael ignacio	20 02 2010	BUVEE Tserenhand	26 12 2009
SARAVANAMUTTU T.	15 12 2009	HENRICOT Marcelle Marie	23 01 2010
SCHJEFTE P.	21 11 2009	HILLIS Bruce Chester	16 01 2010
SCHMIDT-SILVESTRI Andrea	16 01 2010	ISHAQ Sofia Y.	24 11 2009
SILVA E-R.	23 01 2010	JONES-EWORO Gilda L.	10 01 2010
STEFANESCO E.	28 12 2009	MAKKAR Raghunath D.	11 12 2009
STEFANOVICH Simone	08 12 2009	MALCOLM Audrey	11 08 2005
TAPIA A.	17 01 2010	NOMAN Saeed	14 06 2009
TOURE EL Hadj Oumar	24 12 2009	PATTEN Anthony	28 11 2009
TRAMASURE Anne Marie	04 02 2010	SAMMOUR Souad	30 10 2009
USTUN Foridun	13 12 2009	SATYAPAL K.M.	26 01 2010
VAUGHN-WHITEHEAD Paul E.	20 01 2010	SUGARSO Theophilus	02 12 2009
WAKELING F.	08 12 2009	U Pe Than	20 01 2010
WELSH William James	05 01 2010	ZAKARIA Ahmat	28 10 2009
WESTLEN S.	17 09 2009		
YETERIAN-PARISTMaria.S.	30 11 2009	UNECA	
ZAPATER-POMAR Iris	21 11 2009	ALEMU Tadesse	01 10 2010
ZINKE Ilse M.	29 10 2009	GETACHEW Abegaz	27 07 2009
		NXUMALO James	04 09 2009
IAEA – AIEA		ORKAN-LECKI Krzysztof	25 11 2009
AUBERTIN Maryse	14 10 2009		
CHAMPER Georgette	02 12 2009	UNEF	
CLEMANN Rose Elisabeth	16 11 2009	COUDA NOMAN Laylan	03 12 2009
FERRARI Edith	08 12 2009		
FRANK Elizabeth	02 09 2009		
GIRGIS G.	18 01 2010		

UNESCAP

AMRITMAHAL Govind R.	21 01 2010
CHUPONGSES Pranai	03 01 2010
KAMAYANA I Gde	09 10 2009
RODSUWAN Korn	20 12 2009
VORATHITIKUL Orasa	17 01 2010

UNESCO

BREWER Harry	29 04 2010
CANALI Samira	29 10 2009
CHAKRAVARTY Taru	17 12 2009
COBOS Porras	18 12 2009
DE SA B.	23 12 2009
EVERARD GRAHAM Pamela	18 01 2010
FAUQUET Renée	20 12 2009
FERNANDEZ A.A.	08 12 2009
GRIFFITHS Frederick	26 12 2009
HAMPIKIAN Chake	18 12 2009
HEGYIKIS Eszter	31 10 2009
HIGGINS Isabel W.	28 12 2009
HOGAN T.L.	14 11 2009
LIPPENS Julien Roger	16 12 2009
LYONS Daniellr	10 12 2009
MARCHANT Harry	12 01 2010
MASSARDO Helene Lucie	12 01 2010
MATALON Nicole	08 02 2010
NGUNI Eliam Titus	03 01 2010
POMPEO Angelo	30 12 2009
ROBERTS K.	23 12 2009
SAMSON Raymond	23 11 2009
SEGOUIN R.F.	08 12 2009
SHEPHERD Lilymae	19 11 2008
VENET G.P.	16 12 2009

UNIC

ABILI Carol O.	20 10 2009
NYUNT Myint Daw	12 01 2010

UNICEF

ATHIBAI Sathani	20 11 2009
CHAVEZ Ketty	28 12 2009

CYBULSKI Mirta	08 11 2009
DIARRA Emmanuel D.	22 01 2010
DORAISWAMI Saraswathi	15 02 2010
HANSON P.O.	30 01 2010
JIBRIL Mohamud M.	10 12 2009
LANGBALLE Thomas	30 10 2009
LAWSON Akueson A.	09 10 2009
LE HAY Guy Jean Emile	26 11 2009
MULIKA Edward	11 10 2009
ROUSSEL Corinne	22 01 2010
SINGA Esteveao	08 03 2009

UNIDO – ONUDI

BALZO Agustina	22 12 2009
COLBOURNE Rae	09 01 2010
COOPER Frances Victoria	20 02 2010
GENEIDY A.	04 12 2009
KHAN Riaz Ahmed	15 01 2010
KNEPELL Kurt	07 01 2010
MATTHEWS Ian	10 01 2010
MITRA Anna	28 11 2009
PARKINSON Margaret	12 01 2010
POVO Maria Teresa	08 01 2010

UNMIBH

PANIC Vidosaw	30 12 2009
---------------	------------

UNON

ZAIMIS Evangelia	30 12 2009
------------------	------------

UNOV

NEYNER Peter	14 01 2010
--------------	------------

UNRWA

HUIJSSOON Alberdina W.	24 11 2009
------------------------	------------

UNTSO

KHEIR Mariam	27 01 2010
SALAH-EDDIN Taleb M.	27 01 2010

2011 ELECTIONS TO THE AAFI-AFICS COMMITTEE

NOMINATION OF CANDIDATES

In accordance with Article 17 of the Statutes, every candidate for election to the Committee shall be a Member of the Association proposed by at least three other Members.

If you wish to propose a candidate or stand for election, please complete the form below and return it to:

AAFI-AFICS,
ROOM A-265
PALAIS DES NATIONS
CH-1211 GENEVE 10

BEFORE 1 DECEMBER 2010

We wish to propose for election to the AAFI-AFICS Committee

Name (in capitals)	First name	Signature of candidate
--------------------	------------	------------------------

Name	First name	Signature and date
------	------------	--------------------

Name	First name	Signature and date
------	------------	--------------------

Name	First name	Signature and date
------	------------	--------------------

Name	First name	Signature and date
------	------------	--------------------

Name	First name	Signature and date
------	------------	--------------------

Please provide a short biographical note on the candidate.

ÉLECTIONS 2011 AU COMITÉ AAFI-AFICS

APPEL DE CANDIDATURES

En conformité avec l'Article 17 des Statuts de l'Association, tout candidat à l'élection au Comité doit être Membre de l'Association et sa candidature doit être proposée par trois autres Membres au moins.

Si vous désirez vous présenter ou proposer un(e) candidat(e), remplissez la formule ci-dessus. Elle devra parvenir à :

L'AAFI-AFICS
Bureau A.265, Palais des Nations
CH-1211 Genève 10

AVANT LE 1^{er} DÉCEMBRE 2010

Les soussigné(e)s proposent à l'élection au Comité de l'AAFI-AFICS

..... Nom (majuscules) Prénom Signature d'acceptation
----------------------------------	------------------------	---

..... Nom (majuscules) Prénom Date et Signature
----------------------------------	------------------------	-----------------------------------

..... Nom (majuscules) Prénom Date et Signature
----------------------------------	------------------------	-----------------------------------

..... Nom (majuscules) Prénom Date et Signature
----------------------------------	------------------------	-----------------------------------

..... Nom (majuscules) Prénom Date et Signature
----------------------------------	------------------------	-----------------------------------

..... Nom (majuscules) Prénom Date et Signature
----------------------------------	------------------------	-----------------------------------

Prière de donner une courte notice biographique du(de la) candidat(e).

70ème ASSEMBLÉE GÉNÉRALE de l'AAFI-AFICS
13 avril 2010

